

Utile(s).

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

N°
01

SUCCESS STORY

Furet du Nord
**Depuis 100 ans,
bien plus qu'un
magasin**

GRAND TÉMOIN

NATHALIE
BALLA

**Chronique d'une
transformation
exemplaire
de La Redoute**

DOSSIER

Alimentation
**Nourrir sans détruire :
le défi du siècle ?**

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE





La Caisse d'Épargne Hauts de France soutient deux nageuses pour les Jeux de Paris 2024 !

Unies dans les bassins, les nageuses synchronisées et jumelles Laura et Charlotte Tremble le sont aussi dans leurs études puisqu'elles suivent ensemble une prépa à l'IPSA pour devenir ingénieures aéronautiques. Elles ont terminé huitièmes en finale du duo libre aux Jeux Olympiques de Tokyo en 2021. La Caisse d'Épargne Hauts de France soutient les deux sœurs, originaires de Compiègne, jusqu'aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

“Utiles”, parce que nous sommes plus qu’une banque

Depuis 200 ans, la Caisse d’Epargne écrit une histoire particulière. Celle d’une banque coopérative locale, qui appartient à ses clients sociétaires. Une banque solide, au service du développement économique et sociétal de son territoire, les Hauts-de-France, partenaire des projets des familles et des entreprises.

Notre volonté : être plus qu’une banque. Plus qu’une banque, en contribuant activement au cadre de vie et au bien-vivre des habitants de notre région, tout en portant sa transformation environnementale. Tout autant, en appuyant le monde associatif, le logement social et, au-delà, la culture, le sport-santé et l’insertion. Mais aussi, en assurant la promotion de l’économie sociale et solidaire.

C’est cette histoire que ce nouveau magazine “Utiles” souhaite partager avec vous, deux fois par an. Chers clients sociétaires, propriétaires de la Caisse d’Epargne Hauts de France, vous trouverez dans ces pages et celles à venir, la chronique de ceux qui font notre région et notre banque fondée sur son modèle coopératif unique.

Notre objectif : mettre en lumière les talents, les énergies et les générosités de nos entrepreneurs, nos artistes, les acteurs solidaires et ceux de la culture ; et vous offrir quelques clefs de lecture de notre environnement proche, dans toutes ses dimensions, économiques et au-delà.

Une démarche que nous partagerons, bien entendu, avec nos 3 000 collaborateurs et tous ceux qui font et portent un territoire pour lequel nous agissons, ici, tous les jours.

Bonne lecture. ●



À gauche Philippe Lamblin, à droite Laurent Roubin

“Mettre en lumière les talents, les énergies et les générosités des acteurs des Hauts-de-France.”

PHILIPPE LAMBLIN

Président du Conseil d’orientation et de surveillance

LAURENT ROUBIN

Président du Directoire



NUMÉRO 01

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE
135 Pont de Flandres, 59777 Lille
www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france

PRINTEMPS 2022

Directeur de publication : Frédéric Croccel

Responsable éditorial et rédactrice en chef : Claire Berthelemy

Comité de rédaction

Claire Berthelemy, Pénélope Renault, Sabine Vandercamere

Ont participé à la conception du magazine :

Vincent Andrieux, Philippe Bailly, Caroline Bertolotti, Éric Capart, Delphine Chini Segara, Alcyme Delannoy, Juliette Grenier, Cyril Labadie

Conception & réalisation : Caillé associés

Rédaction : Caillé associés

Photographies : Exotec, Furet du Nord, Ynsect, Innovafeed, Samuel Dhote, Thomas Gogny - Divergence, Teddy Hénin, Didier Alkenbrecher, Stéphane Kempinaire, Lampla, C. Bonamis, Caisse d'Épargne Hauts de France

Dépôt légal : avril 2022

N° ISSN : en cours

Made in Hauts-de-France :

Ce magazine est entièrement réalisé dans les Hauts-de-France. L'agence est située à Marcq-en-Barœul et l'imprimeur Nord Imprim est basé 4 impasse, route de Godewaersvelde 59114 Steenvoorde

Pour recevoir la version numérique,
contactez-nous par mail à l'adresse suivante :
magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr

Mentions légales

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'orientation et de surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euraille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR3438300692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex
Tous droits réservés - Pour tous les liens figurant dans les articles du magazine, coût de connexion selon votre opérateur.

Page 6

GRAND TÉMOIN



Nathalie Balla, chronique d'une transformation exemplaire de La Redoute

“L'incarnation sincère d'une belle histoire d'entreprise de la région.”

Page 8

NOS ACTUALITÉS



- P08. Une meilleure expérience de proximité
- P09. La Foncière Ceptentrion devient L'Étoile du Nord Foncière
- P10. Un partenariat dynamique avec l'Université de Picardie Jules Verne
- P12. ShAKe, un siège social responsable
- P13. Un premier projet sur la plateforme Kiwaï ENR pour la Caisse d'Épargne Hauts de France
- P14. Opération réussie pour le bail réel et solidaire
- P15. Nos résultats 2021

Page 16

SUCCESS STORY



Le Furet du Nord
Depuis 100 ans,
bien plus qu'un magasin

Page 22

DÉCRYPTAGE

Les cryptomonnaies
à la croisée des chemins

Page 24

AGIR

"Du stade vers l'emploi" :
recruter autrement

Page 26

TENDANCES



P27. Béguinages : la co-location
chez les seniors

P28. La pépète : Exotec, un robot
pour une licorne

Page 30

DOSSIER

Nourrir
sans détruire :
le défi du
siècle ?



Page 40

PLUS QU'UNE BANQUE



P40. Culture / Le Théâtre impérial
de Compiègne, l'unique et
sublime scène lyrique au nord
de Paris

P42. Sport et santé / Deux
fondations au service du sport
et de la santé

P44. Sport et santé / Six sportifs
soutenus dans leur quête
de performances

P46. Insertion / Une station de
phytoépuration pour la
Ferme de Moyembrie

Page 48

VOUS ÊTRE UTILE

NATHALIE BALLA, co-présidente de La Redoute, passe le relais

Chronique d'une transformation exemplaire

La première évidence est celle d'un bel équilibre entre la force et la détermination d'une Business Woman, et la délicatesse d'une femme de valeurs et de fidélités. Nathalie Balla porte et incarne un destin particulier, avec conviction et modestie : celui de l'exceptionnelle transformation d'une entreprise iconique des Hauts-de-France, qu'elle transmet désormais aux Galeries Lafayette. Aux côtés de son complice, Éric Courteille, elle a mené à bien le retournement de La Redoute que tous croyaient morte ; exceptés elle et lui. Portrait brossé en quatre temps.

Énergie / exigence

Nathalie Balla témoigne d'une énergie et d'une exigence mesurées chaque jour par tous ses proches collaborateurs. Sa devise pourrait être *« toujours aller plus loin, plus haut »*, accompagnée d'un optimisme sans faille. *« Nathalie voit toujours le coin de ciel bleu, considérant toujours les opportunités et les potentiels avant les risques et les menaces »*, avoue Philippe Berlan, fidèle compagnon de l'aventure, qui prend désormais le relais à la direction générale de l'entreprise.

Transformation

Cette énergie et ce courage ont été les moteurs de la transformation de La Redoute qu'elle a pilotée depuis 2014 avec Éric Courteille, propulsant la respectable maison aux deux catalogues annuels en pépite digitale. Un talent de restructuration qu'elle avait préalablement exercé au long de son parcours international déroulé dans la vente à distance, en Suisse et en Allemagne.

BIO EXPRESS

- 54 ans, de mère allemande et de père hongrois
- Diplômée de l'ESCP-EAP Paris et Docteur en Sciences Économiques et Financières

1989 :

- Auditeur chez Price Waterhouse Suisse

1992 :

- Directrice de l'enseigne Madeleine, du Groupe Karstadt-Quelle (Suisse et Autriche), puis direction internationale de Neckermann AG (Allemagne) en 2001

2005 :

- Direction générale de Robert Klingel Europe, n°4 de la vente à distance en Allemagne

2009 :

- Présidente-Directrice Générale de La Redoute

DEPUIS 2014 :

- Co-présidence de La Redoute et Relais Colis avec Éric Courteille, menant le programme de transformation de l'entreprise

Équilibre

Cette femme d'entreprise ne cache pas la dimension affective qu'elle place au cœur de son action : son sincère attachement à La Redoute, la marque et son passé ("on ne l'oublie pas"), la place qu'elle accorde à l'humain, au collectif et aux rencontres, et sa discrète implication dans son combat pour les femmes en souffrance. *« Une part d'affect, une sincérité que je partage totalement avec Nathalie »*, avoue Éric Courteille. De même, elle s'attache à son équilibre personnel, aux côtés de son mari (*« le point d'ancrage de notre famille »*) et de ses trois enfants.

Conviction

Nathalie Balla est une femme de conviction(s). Sa première exigence est celle du respect des femmes et des hommes. La restructuration de La Redoute s'est faite avec le moins de licenciements possible, dans des conditions qui ont emporté l'accord des partenaires sociaux. *« Un sujet traité avec beaucoup de responsabilité »*, souligne-t-on autour d'elle. Force de conviction, également, dans les négociations menées avec le groupe Pinault (devenu Kering) à la reprise en 2014 et, plus récemment, avec le groupe Galeries Lafayette, désormais actionnaire à 100 % de La Redoute.

Convaincante, enfin, auprès de ses collaborateurs à qui elle a redonné confiance et fierté. Mais également en externe et notamment auprès de la presse qui, après avoir jeté une lumière médiatique crue et sceptique, a vu en cette femme l'incarnation sincère d'une belle histoire d'entreprise de la région. Une nouvelle étape s'ouvre désormais avec le passage de témoin aux Galeries Lafayette, et de nouvelles aventures à venir. À suivre... ●



LES
CLÉS DU
SUCCÈS ?

“Notre duo a su incarner l’unité de l’entreprise, tant nous avons partagé les mêmes convictions et les mêmes volontés depuis 2009. Nous avons collectivement réussi cette histoire parce que nous avons tous envie de sauver La Redoute. Nous sommes heureux de la transmettre désormais aux Galeries Lafayette, sous la conduite de Philippe Berlan.”

ÉRIC COURTEILLE,
Co-président de La Redoute

“Ce nouveau format d’agence m’a permis de me rapprocher de mes collaborateurs en simplifiant les échanges. On y développe l’esprit d’équipe et c’est appréciable !”



VINCENT VANBREMEERSCH

Directeur de l’agence de Tourcoing Centre



**NOUVEAU
FORMAT
D’AGENCE**

30

En 2021, 30 agences ont été rénovées, dont la majorité au format collaboratif.

Agence de Tourcoing Centre

Une meilleure expérience de proximité

Tous les ans, une partie des agences est rénovée sous un format collaboratif. L’objectif ? Rendre l’expérience en agence plus humaine, pour les clients comme pour les équipes, dans un monde dans lequel les échanges sont de plus en plus digitalisés. Ces nouvelles agences, inspirées des codes de l’habitat, ont été pensées pour être plus chaleureuses, pratiques et modernes. Un vrai dépoussiérage en termes d’image. Pour Sophie Frère, responsable du département Distribution à la Banque de Détail : « *Le but c’est vraiment que nos clients et collaborateurs se sentent comme chez eux !* »

Ces espaces réaménagés marquent l’engagement de la Caisse d’Épargne Hauts de France à privilégier une relation personnalisée de proximité avec les clients. Côté collaborateurs, les nouvelles agences sont dotées d’un espace partagé permettant de travailler ensemble et de partager les compétences. Les managers se trouvent en proximité directe de leurs équipes, un privilège pour fluidifier les échanges. « *Nous avons développé un esprit d’équipe encore plus fort qu’avant !* », note Vincent Vanbremeersch, le directeur de l’agence de Tourcoing Centre, rénovée en juin 2021. Une réussite à tous les niveaux. ●

La Foncière Ceptentrion devient L'Étoile du Nord Fon- cière



Une soirée d'anniversaire réussie pour L'Étoile du Nord Foncière

Fin novembre dernier, notre activité d'investissement immobilier s'est parée d'un nouveau nom, L'Étoile du Nord Foncière, en référence au célèbre train qui reliait Paris à Amsterdam en passant par Bruxelles de 1920 au milieu des années 90, et d'une nouvelle organisation. Déclinée autour de trois métiers, l'Investissement Long Terme, la Co-Promotion et l'Asset Management (gestion d'actifs immobiliers), elle investit pour le compte de la Caisse d'Épargne Hauts de France et accompagne ses partenaires dans les opérations de restructuration.

L'Étoile du Nord Foncière dispose au total de 70 000 m² valorisés à hauteur de 300 millions d'euros d'actifs. Elle fait figure d'un véritable accélérateur de développement immobilier au nord de Paris et affirme haut et fort son ambition de poursuivre son développement au-delà de la capitale belge. ●

Au pas de course avec Decathlon

Courir avec son banquier, quelle drôle d'idée ! C'est pourtant ce concept qui a été mis en place en fin d'année 2021 dans six de nos agences pour nos clients.

Partenaire Premium des Jeux de Paris 2024, la Caisse d'Épargne Hauts de France s'est associée à Decathlon pour organiser ces courses et favoriser la pratique du sport. Les participants, qui pouvaient choisir une session de course à pied ou de marche sportive, se sont donné rendez-vous pour 45 minutes un samedi matin de novembre.

À Compiègne, comme à Saint-Quentin, Lille, Choisy-au-Bac, Beuvry ou encore Saint-Omer, ces sessions, encore au stade de pilote, ont rencontré un franc succès : les près de 150 participants étaient motivés et heureux de pouvoir vivre ce moment à côté de chez eux. ●



Courir avec le sourire à Choisy-au-Bac

Un partenariat dynamique avec l'Université de Picardie Jules Verne

Près de trois ans après la signature d'un accord cadre de partenariat entre la Caisse d'Epargne Hauts de France et l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV), c'est l'occasion de faire un premier bilan des actions concrètes et de l'accompagnement des étudiants de l'université. Une offre bancaire* a été mise en place pour les milliers d'étudiants de l'université et ses collaborateurs. Elle leur permet de bénéficier de conditions privilégiées pour la gestion de leurs comptes, mais aussi le financement de leurs projets.

Lors de son 50^e anniversaire en 2019, l'UPJV avait pu compter sur la Caisse d'Epargne Hauts de France pour l'accompagner et animer la vie étudiante amiénoise. Un spectacle musical avait été organisé, domaine dans lequel la banque s'investit régulièrement.

La même année, le pôle Citadelle a été inauguré avec une attention toute particulière portée au Groupement de recherches et d'études en chirurgie robotisée (Greco).



Depuis, d'autres actions ont été imaginées, telle la participation de la Caisse d'Epargne Hauts de France à l'achat de denrées alimentaires au profit de l'Agoraé, l'épicerie solidaire hébergée par l'université amiénoise, et plus récemment, la participation au Forum des masters et des partenaires de l'UPJV le 4 mars dernier.

Très engagée dans l'innovation médicale et sociétale, l'UPJV partage ses valeurs avec celles de la Caisse d'Epargne Hauts de France, partenaire bancaire privilégié. ●

* L'offre bancaire et les tarifs qui en découlent sont sous réserve d'éligibilité.

**CHIFFRE
CLÉ**

32 000

C'est le nombre d'étudiants accueillis par l'UPJV, créée en 1969 à Amiens, en formation initiale ou continue, pour 128 diplômes. Un habitant sur cinq à Amiens est étudiant ou personnel à l'UPJV.

INCUBATEUR E-SANTÉ, NUMÉRIQUE ET ÉNERGIE

Dynamique et investie sur son territoire, l'Université poursuit son développement, elle est ainsi lauréate de nombreux appels à projets sélectifs nationaux au titre des investissements d'avenir et du plan de relance. Depuis 2017, l'UPJV est membre fondateur d'Amiens Cluster aux côtés de la ville d'Amiens, Amiens Métropole, le CHU Amiens-Picardie et la Chambre de commerce et d'industrie Amiens-Picardie. L'incubateur et accélérateur concentre son activité sur les enjeux d'autonomie en santé et en énergie.



Jeux de Paris 2024 : ouvrir des opportunités aux entreprises régionales

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 sont des opportunités économiques pour les structures de tous les territoires. Le groupe BPCE a décidé d'accompagner ses clients dans cette aventure et a lancé Entreprendre 2024.

Le dispositif, à destination des entreprises TPE, PME, et structures de l'Économie sociale et solidaire (ESS), a pour ambition de les soutenir lors des appels d'offres liés aux Jeux de Paris 2024. L'objectif : leur offrir un accès aux opportunités économiques et sociales. Deux plateformes web ont ainsi été créées : Entreprendre 2024 et ESS 2024 permettent respectivement aux TPE,

PME et aux structures de l'ESS de s'informer, de s'inscrire et de recevoir des notifications des appels d'offres privés et publics.

Le positionnement géographique des Hauts-de-France au nord de Paris permet aux entreprises de la région de pouvoir répondre massivement à ces appels d'offres. Outre les informer sur les appels d'offres, la banque les accompagne dans le financement de leur développement commercial, dès lors qu'ils deviennent lauréats.

Rendez-vous sur :

ess2024.org et <https://www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france/les-jeux-de-paris-2024/> ●

Top départ pour le nouveau campus Junia !

Signé le 21 septembre dernier, le projet du nouveau campus Junia, qui rassemble les écoles d'ingénieurs HEI, ISA, Isen Lille, Isen Ouest, Isen Méditerranée et Yncrea Maroc, va offrir une seconde vie au Palais Rameau, monument historique lillois. Le groupe a lancé en 2019 un vaste projet immobilier consistant à regrouper et réaménager de nouveaux espaces pour les bâtiments des écoles d'ingénieurs HEI, Isen et ISA. Il vise à améliorer les équipements pour augmenter leur capacité d'accueil et valoriser la recherche et s'inscrit dans une dynamique innovante de développement économique et du territoire. Un projet que la Caisse d'Épargne Hauts de France est fière de soutenir. ●





Le nouveau siège de la Caisse d'Épargne Hauts de France, au cœur du quartier Euralille

ShAKe, un siège social responsable

À une encablure de notre siège lillois actuel a lieu depuis plusieurs mois un titanesque ballet de pelleteuses, de grues et d'hommes et de femmes casqués. C'est l'emplacement de notre nouveau siège, qui répond au nom de ShAKe pour Share & Work. L'immeuble, qui accueillera aussi d'autres entreprises, est prometteur.

À la lisière de la ville et accessible par les deux gares, l'autoroute, les larges trottoirs et les pistes cyclables, il s'annonce majestueux, tant par sa surface (33 000 m²) que par son utilité pour le quartier : prévu pour accueillir dès fin 2022 les collaborateurs des sites de Lille, Lens et Douai, il a aussi été imaginé comme lieu de vie. Il comptera en ses murs un espace de co-working, un restaurant d'entreprise pour les collaborateurs, un restaurant panoramique ouvert à tous, une crèche ou encore une salle de sport.

Et puisque l'environnement est au cœur des engagements de la Caisse d'Épargne Hauts de France, tout a été pensé pour qu'il en soit respectueux, aujourd'hui avec son chantier et demain grâce aux matériaux choisis et son architecture. Pour le chantier, cela s'exprime par une charte chantier à faibles nuisances - bruit, poussière, etc. -, une réduction des consommations d'énergie et d'eau tout au long de sa durée. Pour l'immeuble une fois livré, l'attention s'est portée sur une lumière et ventilation naturelles, des panneaux photovoltaïques et un raccordement au réseau de chauffage urbain, entre autres.

Livraison de cette performance technique et architecturale au 3^e trimestre 2022. ●

EN SAVOIR +

Découvrez ici l'histoire de ShAKe.



Un premier projet sur la plateforme Kiwai ENR pour la Caisse d'Épargne Hauts de France



Le quartier de la Chasse Royale à Valenciennes

Lancée par la Caisse d'Épargne Normandie, la plateforme de crowdfunding Kiwai ENR s'apprête à accueillir le premier projet soutenu à 100 % par la Caisse d'Épargne Hauts de France. Il s'agit du financement de panneaux photovoltaïques installés sur un bâtiment de logement social. Appartenant au bailleur social SIGH, il se trouve au cœur du quartier de la Chasse Royale à Valenciennes, en cours de rénovation. « Nos bailleurs savent qu'ils ont un grand rôle à jouer concernant la rénovation énergétique, et le financement participatif sur ce type de projet est très innovant. En faire partie nous a été très naturel », explique Romain Dekeyser, responsable Green business au sein de la Caisse d'Épargne Hauts de France.

Les participations sont comprises entre 20 et 2 000 euros, « pour faire en sorte qu'elles soient accessibles à tout le monde ». Le capital et les

intérêts échus sont garantis grâce à un engagement par signature. « Une sorte de caution bancaire de la Caisse d'Épargne Hauts de France », complète Romain Dekeyser. Avec une volonté de proposer l'appui de ce dispositif aux associations et aux entreprises qui veulent se lancer dans la transition énergétique, le partenariat Caisse d'Épargne Hauts de France et Kiwai ENR a de beaux jours devant lui. ●

KIWAÏ ENR : FINANCER L'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Grâce à cette plateforme de crowdfunding dédiée aux projets d'énergies renouvelables et de mobilité douce, chaque citoyen peut devenir acteur de la transition énergétique en participant au financement d'installation de panneaux photovoltaïques, d'unités de méthanisation ou encore de centrales solaires, « pour accélérer la croissance verte sur le territoire », précise Kiwai ENR. C'est « un placement qui a du sens en termes de valeurs et d'appartenance locale et régionale ». Un positionnement engagé, soutenu par Christophe Descos, président de Kiwai ENR : « L'épargne des citoyens devient utile aux projets durables et locaux avec un rendement compétitif et une garantie en capital et intérêts échus. »
<https://www.kiwai-enr.fr/>

Aux côtés de Van Mossel Automotiv Group

La Caisse d'Épargne Hauts de France est fière d'accompagner Van Mossel Automotiv Group, leader du secteur de l'automobile au Benelux depuis 70 ans. Le groupe, qui souhaitait élargir son pool bancaire dans le cadre d'une diversification de ses activités, nous a choisi pour participer à hauteur de 50 millions d'euros à la syndication (270 millions d'euros au total). Séduit par notre approche transfrontalière, Van Mossel Automotiv Group nous a ainsi offert une belle place aux côtés des autres grandes banques européennes du pool.

Un groupe important à soutenir pour la Caisse d'Épargne Hauts de France : il emploie plus de 4 600 professionnels sur plus de 300 sites aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en France et au Luxembourg. Organisé à travers différentes activités, il couvre la vente d'occasion, la concession de 36 marques de voitures - il vend près de 100 000 voitures par an -, mais aussi le leasing, avec une flotte de plus de 90 000 véhicules. Il possède également des sociétés de réparation de carrosserie, des services financiers et la marque Car Solutions. ●

Opération réussie pour le bail réel et solidaire



Modélisation de la future résidence Green square, accessible en bail réel et solidaire

Issu de la loi ALUR, le bail réel et solidaire (BRS) est un dispositif qui permet à certains acheteurs d'accéder à des biens dans des zones tendues, généralement urbaines. Le principe est simple : ils acquièrent le bâti, et le foncier est acheté par un Organisme foncier solidaire (OFS). Les acheteurs remboursent leur crédit immobilier de manière classique et versent une redevance correspondant au droit d'occupation du terrain d'un euro par mètre carré habitable par mois. Pour un appartement de 65 m², la redevance sera donc de 65 € par mois. Outre le prix du bien, le BRS offre plusieurs avantages comme une TVA réduite à 5,5 %, un abattement sur la taxe foncière, des frais de

notaire réduits et des aides à l'accès à la propriété. Aussi, il évite la spéculation sur les biens puisque les propriétaires ne peuvent vendre leur bien qu'à des acquéreurs répondant aux mêmes conditions de revenus.

La Caisse d'Epargne Hauts de France a participé aux financements des clients achetant auprès de Cogedim, promoteur immobilier, en lien avec l'OFS de la Métropole européenne de Lille. D'autres métropoles, comme celle d'Amiens, se lancent également dans ce dispositif et, là encore, la Caisse d'Epargne Hauts de France répond présente. ●

Soutenir les entrepreneurs en difficulté

Alors que certains entrepreneurs connaissent une période difficile, une association les aide à éviter le dépôt de bilan. Le Groupement de prévention agréé a ainsi vu le jour au printemps 2021, un an après le début de la crise. La Caisse d'Epargne Hauts de France soutient cette démarche et vient de signer un partenariat avec l'association. Agréée par la Préfecture de région Hauts-de-France, celle-ci accompagne bénévolement les entreprises en difficulté. Elle est constituée d'anciens dirigeants, membres de l'administration judiciaire et autres experts, faisant bénéficier gratuitement les entreprises accompagnées de leurs expertises et savoir-faire. Après une phase de test à Lille, le partenariat se déploie sur l'ensemble du territoire. Il a pour objectif d'apporter à nos clients professionnels en difficulté un complément d'expertise, couplé d'un accompagnement dédié. Pour plus d'informations et contacts : www.gpa-hautsdefrance.fr ●

Indicateurs

Résultats 2021

de la Caisse d'Épargne Hauts de France

678 M€

Produit net bancaire
(+ 6 %)

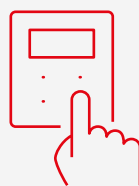
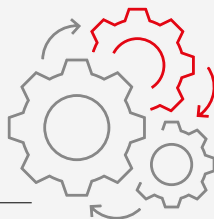


166 M€

Résultat net
(+ 30 %)

7,5 Md€

Production de crédits



27 Md€

Encours de crédits

43 Md€

Encours de collecte



1,2 Md€

Excédent de collecte

4,3 Md€

Fonds propres



45 000

nouveaux clients dont
5 000 entreprises



10 000

Nouveaux sociétaires

LE FURET DU NORD

Depuis 100 ans, bien plus qu'un magasin

Entre le Furet du Nord et la région, c'est une histoire qui dure depuis plus de 100 ans. Inventeur de la librairie moderne, lieu emblématique et incontournable de la Grand Place de Lille, l'enseigne doit son succès à des hommes et femmes passionnés, et surtout à un visionnaire : Paul Callens. Alors, prêt à fureter dans l'histoire du Furet ?

Nous sommes en 1921. Le Furet du Nord est alors une librairie installée rue de la Vieille-Comédie dans un ancien magasin de fourrure - d'où elle tire probablement son nom. Dirigée tour à tour par le couple Morel, puis Georges Poulard, elle devient une librairie universitaire.

Mais, la vraie histoire du Furet du Nord commence par son installation sur la Grand Place de Lille en 1959. Nous sommes à l'aube des années 60, la grande distribution apparaît dans la région et les librairies ne ressemblent en rien à celles que nous connaissons aujourd'hui. Peu importe, Paul Callens - nouveau propriétaire et ancien employé de l'enseigne - révolutionne : au Furet, les livres sont à portée de main, le choix est vaste et hétéroclite, les idées sont nouvelles.

Naissance d'une librairie moderne

Au fil des décennies, l'enseigne le prouve et s'impose comme lieu d'innovation et d'attraction. Précurseur dans le monde de l'édition, c'est au Furet qu'apparaissent la première pochothèque* de France, et une part belle consacrée aux bandes dessinées ou aux livres pour la jeunesse, souvent boudés par les confrères. Ici aussi, on se presse pour découvrir le premier escalator installé dans la métropole lilloise, le premier espace garderie avec livres et piscine à balles ou encore, dans les années 70, son bassin avec jets d'eau et poissons. Dans les années 80, le Furet du Nord se développe et sème des petits Furets un peu partout autour de la métropole, en centre-ville et en

centre commercial. Là aussi, l'idée est nouvelle pour une librairie. Dans les années 2000, nouveau tournant. Rachetée par le groupe Virgin, l'enseigne historique manque de changer de nom.

Mais, après plusieurs rachats, le Furet du Nord reprend son indépendance en 2008,

fort de sa notoriété auprès des clients et du monde de l'édition. En 2019, le Furet du Nord acquiert son homologue lyonnais Decitre et forme le groupe Nosoli, signifiant "NOus SOMmes LIBraires".

“Le plus grand groupe de librairies multi-enseignes de France.”

Le livre au cœur du métier

Car, avec une offre de plus en plus large, le Furet du Nord est bien une librairie. «*Notre cœur de métier reste le livre*», précise Christophe Desbonnet, directeur général adjoint du groupe Nosoli. *Aujourd'hui, le Furet du Nord et Decitre représentent le plus grand groupe de librairies multi-enseignes de France. Nous sommes présents dans trois bassins régionaux (les Hauts-de-France, la région parisienne et la Région Rhône-Alpes) avec un réseau de magasins allant de 100 m² à 4 700 m² – le plus grand étant celui de Lille.* »

Au Furet du Nord, on retrouve des disquaires, des libraires, des papetiers... et on y accueille toutes les générations de clients. Même si M. Desbonnet rappelle : «*Nos activités rayonnent au-delà de nos magasins : en BtoB nous sommes leaders dans la*

01 02



03

100

ans

2

sièges (Tourcoing et Lyon)
et 3 plateformes logistiques

32

magasins, dont 21 enseignes
Furet du Nord

**CHIFFRES
CLÉS**
(GROUPE NOSOLI)

01 Bienvenue dans la plus grande librairie de France !

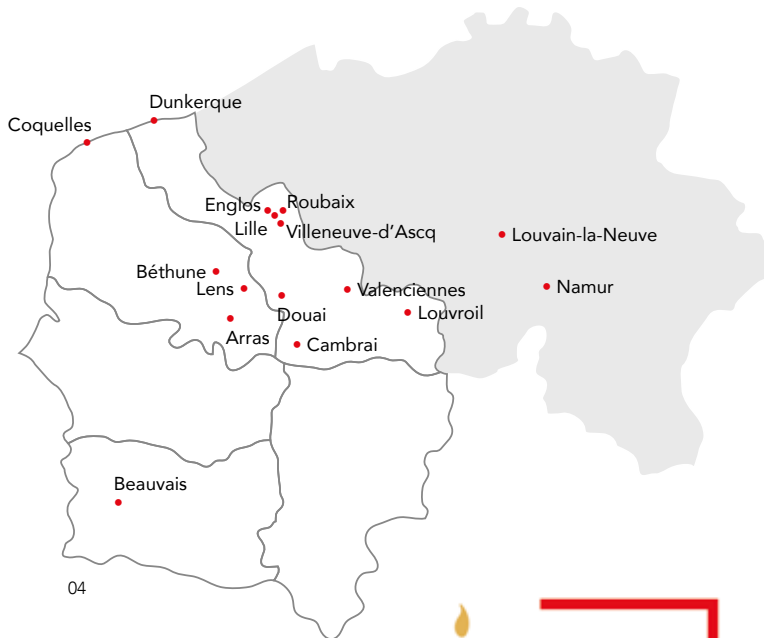
En 1969, Paul Callens choisit de refaire la façade dans le style flamand du XVII^e siècle à l'image de La grande procession de Lille en 1789, tableau de François Watteau (1800) visible à l'Hospice Comtesse de Lille.

02 La vitrine de toutes les modernités

Locomotive de l'enseigne, le magasin de Lille est aussi l'une des plus grandes librairies d'Europe.

03 Un regard visionnaire sur le monde de l'édition

En février 1964, l'enseigne croit au livre de poche quasi-absent des librairies et lance la première pochothèque. Aujourd'hui, un livre vendu sur trois est un livre de poche.



vente d'ouvrages physiques et numériques aux collectivités. Avec notre secteur digital, nous sommes propulseurs de sites internet - decitre.com est le 3^e site libraire en France et, nous sommes partenaires de ORB*, la 2^e base de données du livre en langue française.»

Quant au Furet de Lille, il reste un lieu incontournable pour les amoureux de la lecture et les touristes de passage. « Nous sommes atypiques dans le monde de la librairie, confie Franck Brunet, responsable du secteur livres du magasin, lui-même issu d'une famille de libraires. «Cependant, les librairies ne sont pas des bibliothèques ou des musées, nous sommes des commerçants et avons vocation à présenter tous les livres qui existent et à partager au-delà du livre.»

Un accompagnateur du monde culturel local

Là aussi, le Furet du Nord est précurseur. La librairie lilloise est l'une des premières à valoriser les auteurs. Elle accueillera les plus grands illustrateurs de BD dans les années 70, à une époque où la bande dessinée

n'était pas encore le premier rayon des librairies. Les plus grands auteurs, hommes politiques, influenceurs, personnalités... ou encore émissions de télévision ou de radio sont passés par le Furet.

Il faut dire que l'endroit sait réagir avec l'actualité, comme l'attestent la sortie magistrale du tant attendu Harry Potter en 2007 ou le dernier escape game organisé au cœur du magasin de Lille avec les plus grands auteurs de polar. « Une librairie est un polaroid de la société actuelle, le livre est un objet vivant qui bouge dans le temps, souligne Jean-François Callens, responsable de la communication événementielle et fils du fondateur Paul Callens. C'est pourquoi le Furet du Nord est toujours en constante évolution. Notre force, c'est cette inventivité constante ! ». Prochainement, le Furet sera partenaire du festival Series Mania et de Lille 3000. Il paraît que toutes les enseignes ont droit à leur légende, le Furet du Nord en est une à part entière. ●



06



CHIFFRES
CLÉS

150

millions d'euros
de CA, dont
+ de 50 % réalisé
sur le livre

650

collaborateurs

65 000

nouveautés à l'année



08

04 Maillage régional

Avec ses quatorze magasins, l'enseigne est présente de Beauvais à Dunkerque en passant par Douai ou encore Valenciennes. Elle compte également deux points de vente en Belgique.

05 Une équipe de passionnés engagés et responsables

Avec la volonté de s'engager localement, de s'ouvrir à tout le territoire et d'accélérer sa transformation vers le digital, le Furet du Nord a encore de beaux jours devant lui.

06 Un espace de curiosité et de plaisir pour tous

Le Furet du Nord a l'ambition de servir toutes les générations avec une offre accessible à tous et même aux plus jeunes.

07 La bande dessinée, la star du Furet

La BD a toujours occupé une place de choix au Furet du Nord. En avril 1972 - et deux ans avant le 1^{er} salon d'Angoulême -, le Furet du Nord organise une fête pour les 80 ans de la bande dessinée avec la présence des illustrateurs du moment.

08 Simple librairie ou centre culturel ?

Ouvert à tous les genres éditoriaux, le Furet du Nord accueille les plus grandes personnalités d'hier et d'aujourd'hui.

1^{er}

librairie de France

EN SAVOIR +



Retrouvez le
podcast du
magazine
Eco121, en
partenariat
avec la Caisse
d'Épargne
Hauts de
France.



**C'EST LUI
QUI EN
PARLE LE
MIEUX**

“Au Furet du Nord, nous n’avons pas la passion du client, nous avons, avec le client, la passion du livre.”

PIERRE COURSIÈRES

Président du groupe Nosoli -
le Furet du Nord et Decitre

équipes», une façon de manager qui fonctionne parfaitement dans la région. « Avec le groupe Nosoli et l’enseigne Decitre acquise il y a deux ans, nous formons un ensemble complémentaire pour faire évoluer le commerce vers le phygital et une offre BtoB plus large tout en accentuant notre rôle sociétal. »

Du site furet.com au développement d’une offre élargie « *peu classique dans le monde des libraires* », c’est à Pierre

Coursières que nous devons les grands changements actuels du Furet du Nord. À la tête de l’enseigne depuis 2003, son plus beau succès est de l’avoir transformée tout en préservant son aura. « *Pour les gens, le Furet est bien plus qu’un magasin, je ne dirais pas une institution parce que ça sent la poussière, et tous les jours nous la dépoussiérons* », confie ce toulousain chti d’adoption, ayant passé dix ans chez Marks & Spencers et six ans à la Fnac.

La clé du succès ? « *Nous avons la force de voir plus loin que le livre, notre stratégie a toujours été claire et partagée et nous avons mis de l’autonomie partout dans les*

Car, celui qui « *travaille depuis plus de dix ans au plaisir de rentrer au Furet du Nord* » voit plus loin : « *Nous sommes des commerçants, mais nous faisons quelque chose qui a du sens.* » Partage, optimisme, curiosité et audace sont autant de valeurs portées : « *Nous n’avons pas la passion du client, nous avons avec le client la passion du livre, ça change tout !* ».

Et quand on évoque les grandes plateformes de vente à distance, il se veut rassurant : « *La raison d’entrer dans une librairie n’est plus la même aujourd’hui qu’hier, on s’y rend pour chercher un plaisir, un savoir, de la sérendipité, un moment à nous... Les libraires sont importants comme créateurs de liens sociaux, nous devons être spécialistes et non élitistes, ajoute-t-il. Finalement, notre métier est plus moderne qu’on ne le pense.* » ●



Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières.
Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus
récentes, comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes,
provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.
Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

Stéphanie Olié Directrice Banque Privée - 06 82 82 37 28* - stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L531-45 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euraille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Crédit Photo : Samuel Dhôte - Mars 2022

*Appel non garanti, voir votre conseiller. **Délai de conservation selon votre fournisseur d'accès.

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Les cryptomonnaies à la croisée des chemins

Si le bitcoin en reste l'exemple le plus connu – et le plus controversé – le paysage des cryptomonnaies s'est considérablement élargi puisque 10 000 devises au moins se partagent aujourd'hui une valorisation totale d'environ 2 000 milliards d'euros. Mais de quoi parle-t-on exactement ?

1. UNE CRYPTOMONNAIE, C'EST QUOI ?

Une cryptomonnaie est une devise numérique qui repose en théorie sur un protocole informatique inviolable, la blockchain, qui garantit à la fois la fiabilité et la traçabilité de chaque transaction. Nées à la fin des années 90 et très médiatisées depuis la création du bitcoin en 2009, ces monnaies virtuelles présentent une caractéristique commune : si elles permettent des transactions bien réelles de pair à pair, elles ne sont pas émises par des États ou par des banques centrales mais par des ordinateurs, une opération qualifiée de "minage". Nées du web, les cryptomonnaies - bitcoin, ethereum, ripple, litecoin... - reposaient initialement sur une promesse d'inspiration libérale, sinon libertaire : celle d'offrir un moyen sûr, décentralisé et anonyme d'effectuer des transactions en dehors d'un système financier traditionnel perçu comme trop rigide. Une idée qui n'est pas neuve en soi, rappelle Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum AM, filiale du groupe BPCE : « savoir qui a le droit d'émettre une monnaie n'est pas neuve et s'affranchir des États est une vieille question, déjà discutée au milieu du XIX^e siècle ou plus récemment par Friedrich Hayek dans les années 30. » Non sans ironie parfois : « en règle générale, les cryptomonnaies sont conçues pour créer une quantité limitée de jetons - 21 millions d'ici 2140 pour le bitcoin. Or les économies occidentales ont précisément rompu avec l'étalon-or pour se déconnecter d'un référent qui existe en quantité finie... »

2. À QUOI SERT UNE CRYPTOMONNAIE ?

« C'est toute la question et la réponse est toujours un peu courte, relève Philippe Waechter. Leurs défenseurs estiment que la fragilisation des systèmes bancaires classiques - dettes obligent - justifie le fait de pouvoir compter sur une alternative plus fluide et moins rigide. »

Problème : ces monnaies étant explicitement conçues pour échapper à toute autorité institutionnelle, leur valeur repose en principe sur la confiance et l'honnêteté de ses utilisateurs. Or, le moins qu'on puisse dire est que ces systèmes ont leurs failles, l'absence de régulation attirant nécessairement des individus aux intentions moins nobles. Si une cryptomonnaie permet en théorie de tout acheter et un nombre croissant d'entreprises les acceptent pour vendre des biens matériels ou immatériels, elles facilitent aussi le commerce illégal : piratage, vol, pornographie illégale, blanchiment d'argent... Une étude de l'université d'Oxford estimait ainsi à 46 % la proportion de transactions illégales sur le total des échanges en bitcoin de 2009 à 2017.

3. SONT-ELLES UN DANGER POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Régulière, cette critique est assez justifiée aujourd'hui. Pour leur minage, c'est-à-dire les opérations informatiques qui servent à les fabriquer et à valider les transactions, les cryptomonnaies ont besoin de procéder à des calculs compliqués extrêmement énergivores. En 2021, l'estimation globale se situe au mieux autour de 50 térawatt-heure, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'énergie d'un pays comme le Kazakhstan. Par comparaison, une transaction assurée grâce au système Visa nécessite à ce jour 300 000 fois moins d'énergie qu'un bitcoin.

4. QUEL INTÉRÊT POUR DES PLACEMENTS ?

Autant prévenir : actif hautement volatil, les cryptomonnaies sont un placement risqué avec tous les risques que cela implique, insiste Philippe Waechter : « celui qui souhaite acheter des cryptomonnaies dans un but spéculatif a intérêt à ne pas investir des sommes dont il pourrait avoir besoin rapidement. Leur instabilité rappelle la bulle Internet de la fin des années 90, quand certaines sociétés atteignaient des niveaux de valorisation stupéfiants sans aucun lien avec la réalité économique. » Le bitcoin, pour ne prendre que lui, en est le parfait exemple : évalué à 20 000 dollars en décembre 2017, il était retombé à moins de 6 000 dollars en juin 2018 avant un pic à 65 000 dollars en avril 2021, avec des variations hebdomadaires qui peuvent avoisiner +/- 30 %. Ces trajectoires exceptionnelles et sans précédent et l'extrême volatilité qui les ont accompagnées ont considérablement accru les appétits. Fin février 2022, il était retombé à 34 500 dollars...

5. VERS DES CRYPTOMONNAIES D'ÉTAT ?

Rapidement, les États ont souhaité encadrer les cryptomonnaies. Certains pays comme l'Allemagne, le Japon ou la Corée du Sud, ont finalement validé le statut légal du bitcoin et certaines bourses ont même introduit des contrats à terme sur le bitcoin, comme le Nasdaq ou la bourse de Tokyo. Sans accepter pour autant l'idée d'une multiplication des cryptomonnaies – même Facebook a dû renoncer à lancer son Libra, rebaptisé Diem et désormais abandonné. En revanche, les États sont de plus en plus nombreux à travailler sur des versions numérisées de leurs propres monnaies, explique Philippe Waechter : « il s'agit cette fois de faciliter les transactions en créant une version numérique parfaitement sûre d'une monnaie officielle. » Actuellement testées en Asie et en Europe, ces CBDC (pour central bank digital currency, ou monnaies digitales de banque centrale) pourraient à terme permettre de réduire les frais bancaires et de faciliter les paiements transfrontaliers, mais aussi de limiter l'usage de l'argent liquide. La Chine teste d'ores et déjà son yuan numérique, et l'UE espère lancer un premier prototype l'année prochaine.

“Du stade vers l’emploi” : recruter autrement

Quels que soient votre âge et votre condition physique, vous avez des compétences et des baskets. Et si on bousculait les codes du recrutement ? Tel est le principe du dispositif “du stade vers l’emploi”, qui met en relation anonymement employeurs et personnes en recherche d’emploi autour du sport. Avec 200 événements programmés en 2022 en France (dont 50 en Hauts-de-France), cette initiative s’inscrit dans la démarche “Héritage” des Jeux de Paris 2024.

L’initiative est née en 2019, à Anzin, près de Valenciennes. Face à la difficulté de recruter en proximité, un conseiller de Pôle Emploi sportif amateur a eu l’idée de le faire différemment en privilégiant le survêt’ basket au costard-cravate. Pour le premier événement, vingt entreprises locales et cent demandeurs d’emploi de tous âges ont répondu présents... À l’issue, près de 80 % d’entre eux ont trouvé un travail pérenne.

Depuis, le dispositif a intéressé Tony Estanguet, président du comité d’organisation des jeux olympiques et paralympiques 2024 (COJO) qui en a demandé un déploiement national. Sous l’égide du COJO Paris 2024, en collaboration étroite avec Pôle Emploi, quarante jobs dating de ce genre ont été déployés dans la Région et presque une centaine dans toute la France. «Ce dispositif désormais gouvernemental intègre le programme héritage des JO 2024, précise Philippe Lamblin, référent national “du stade vers l’emploi” et président du conseil d’orientation et de surveillance de la

Caisse d’Epargne Hauts de France. «Un club local et une agence Pôle Emploi disent “on veut le faire” ; après un mois de préparation minutieuse (sourcing) l’opération se déroule. Avec Paris 2024, on invente ainsi le modèle du sport fédéral du 21^e siècle».

Casser les codes

Le principe de la journée est simple. «Des demandeurs d’emploi et des recruteurs se retrouvent dans un stade, un gymnase ou un square. Ils partagent une matinée de sport et un repas sans savoir qui est qui, puis vient l’entretien». Cette organisation innovante de recrutements casse les codes. Chacun se montre au naturel et dévoile ses compétences comme l’esprit d’équipe, la solidarité ou la générosité. «Les gens sont hyper motivés, il n’y a que le sport qui permet cela ! 70 % des participants de ces journées ont trouvé un emploi en

“Chacun dévoile ses compétences comme l’esprit d’équipe, la solidarité ou la générosité.”

CDD long ou en CDI », confie Philippe Lamblin. L’intérêt va aussi aux clubs de sport locaux organisateurs : «Ils rencontrent des entreprises qui les aident à grandir en devenant leurs mécènes ou partenaires, du sport peut aussi être proposé en entreprise.» Oui, c’est ça l’héritage des JO ! ●

LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE S'ENGAGE POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

CHIFFRE CLÉ

2 500

personnes dans les Hauts-de-France ont trouvé un emploi grâce à cette initiative. **Objectif 5 000 pour 2022.**

Depuis 2019, la Caisse d'Épargne Hauts de France participe au dispositif "du stade vers l'emploi" dans plusieurs villes de la Région en lien avec la ligue des Hauts-de-France d'athlétisme et les Pôles Emploi locaux. Cette initiative s'inscrit dans nos valeurs de partenaire premium des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 et dans notre mission d'être une entreprise inclusive et utile à tous. En 2022, la Caisse d'Épargne Hauts de France ira plus loin en renforçant ses partenariats avec Pôle Emploi, la Fondation des possibles ou encore Nos quartiers ont du talent. ●



Inès Gay, chef de projet recrutement à la Caisse d'Épargne des Hauts de France, et un candidat au stade de Compiègne en octobre dernier

VOUS AVEZ DES BASKETS, RECRUTEZ OU CHERCHEZ UN EMPLOI ?

Rendez-vous dans l'un des Stades vers l'emploi près de chez vous, contactez Philippe Lamblin : p.lamblin@yahoo.com



Notre terre est notre avenir.

Photographie retouchée.

CAISSE D'EPARGNE **HAUTS DE FRANCE**



PÔLE AGRI

Notre terre est essentielle et fragile.
La terre brune qui nous nourrit, comme elle nourrit ceux qui en vivent.
Et puis il y a la terre, notre planète.
Ces deux terres ne font qu'une.
La Caisse d'Epargne Hauts de France accompagne le monde agricole,
ses acteurs et ses transitions.

Gildas Le Bihan Directeur du pôle Agri - 06 98 74 16 56* - gildas.le-bihan@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euraille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Crédit Photo : getty images - Décembre 2020.

*Coût selon votre opérateur. **Coût de connexion selon votre fournisseur d'accès.

CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Béguinages : la co-location chez les seniors

Selon l'Insee, les personnes âgées seront 20 millions en 2030 et près de 24 millions en 2060. Même si 92 % des plus de 60 ans sont autonomes, c'est un vrai défi en matière de logements et d'adaptation des espaces de vie. Les béguinages nouvelle génération rassemblent tous les critères pour celles et ceux qui veulent éviter les maisons médicalisées. Et se développent à vitesse grand V.

Le sociologue Serge Guérin, dans un rapport remis à la Caisse nationale d'assurance vieillesse en 2016, précisait la demande des seniors et des familles : une nouvelle forme d'habitat groupé financièrement accessible. Ainsi, en logement social, « les locataires et ménages de moins de 30 ans sont passés de 12 % à 8 % et ceux ayant entre 50 et 64 ans sont passés de 25 % à 30 %. Aujourd'hui, les plus de 65 ans représentent 23 % [des locataires, NDLR] du parc social. »

Les béguinages offrent une réponse à la problématique. Quand ils sont gérés par les collectivités et les bailleurs sociaux, ils conservent cette vocation sociale : le coût des loyers et services est pensé pour convenir aux petites retraites et les bénéficiaires peuvent avoir droit aux aides au logement et à l'allocation personne âgée (APA) à domicile. Le concept, historiquement, reposait sur le regroupement de femmes célibataires au sein d'un quartier constitué de petites maisons et qui vivaient en communauté. Aujourd'hui, il s'adresse aux plus âgés, leur offrant de conserver un lien social fort, le tout en disposant de logements adaptés et d'espaces communs. Avec en ligne de mire un maintien chez eux le plus longtemps possible.

Favoriser le bien vivre ensemble

Amélie Debrabandère, directrice générale du bailleur social SIA Habitat, filiale de la Caisse d'Épargne Hauts de France, connaît bien l'enjeu. L'organisme travaille main dans la main avec les collectivités et associations pour mettre en place des espaces partagés, animer ou faciliter les intégrations dans l'environnement et dans la vie du



La résidence Le Clos du Village à Escoutpont

quartier : « Tout est fait pour favoriser le bien vivre ensemble, mais également le maintien à domicile, au-delà du logement. »

Un principe que l'on retrouve à Escoutpont (59) avec la résidence Le Clos du Village. Une résidence de vingt-cinq logements avec une salle commune et quinze plain-pied entourés de verdure. Un projet qui a vu le jour en 2017, et qui depuis fait des émules chez Sia Habitat. « Nous sommes vraiment en lien avec les collectivités pour répondre à leurs besoins, précise Amélie Debrabandère. Au-delà du logement, nous créons de plus en plus d'espaces collectifs afin d'en faire de véritables lieux d'échanges autour d'activités et d'animations communes entre les résidents. Nos nouveaux ensembles pavillonnaires se construisent sur ce modèle et offrent des logements de plain-pied et un équipement adapté : douche et mobilier de cuisine spécifiques, cuisines ouvertes sur le séjour, volets roulants motorisés, etc. » De quoi bien vieillir, ensemble. ●



ROMAIN MOULIN
Directeur général
et cofondateur d'Exotec



RENAUD HEITZ
Directeur technique
et cofondateur d'Exotec

LA PÉPITE

Exotec : un robot pour une licorne

Créée il y a seulement six ans à Croix, l'entreprise Exotec, en étant valorisée à plus d'un milliard, est devenue, en janvier dernier, la 25^e licorne* française. La première du pays dans le secteur industriel. Son développement vertigineux, elle le doit à Skypod, un concept de robots et de logiciels qui révolutionne le secteur de la logistique.



Les robots d'Exotec en action.

Six ans. C'est le temps qu'il a fallu à la start-up Exotec pour devenir une entreprise à portée internationale. Une licorne même. Qui plus est dans le secteur industriel. Est-ce que ses deux fondateurs imaginaient une telle ascension il y a six ans ? Sans doute pas. Mais ils savaient qu'ils avaient mis le doigt sur un besoin et qu'un marché abyssal s'offrait à eux. En 2014, Romain Moulin et Renaud Heitz, deux collègues de General Electric Healthcare (deux anciens de BA Systèmes) discutent de l'actualité de la robotique. Ils s'étonnent de l'acquisition du roboticien Kiva Systems par Amazon, et de la décision du géant américain de fermer le département commercial de Kiva. « On

a compris à quel point l'automatisation de la logistique constituait un avantage différentiel pour ce groupe », explique Romain Moulin.

Une innovation

Depuis quelque temps déjà, les deux ingénieurs ont envie de monter leur entreprise, et une idée en tête : celle de robotiser les entrepôts du secteur du retail. Cette décision d'Amazon, ils la voient comme un signe. Romain Moulin et Renaud Heitz prennent une décision. Cette idée, il faut la concrétiser. Fin 2014, ils opèrent un tour de France des entrepôts et confirment leur pressentiment. Le besoin est là, criant même, et le marché est prêt. C'est ainsi qu'est né leur Skypod, une flotte

*Entreprise innovante valorisée à plus d'un milliard de dollars, dont l'activité est marquée par l'innovation, une offre disruptive et une croissance ultra-rapide financée par des fonds extérieurs.

QUEL PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE ?

« Nous sommes entrés en contact avec la Caisse d'Épargne Hauts de France pour un plan d'embauche il y a trois ans. Nous avons souscrit à l'époque un prêt pour soutenir l'emploi. Depuis, le rôle de la banque ne fait que croître. En 2019-2020, lors de nos premiers contrats avec Decathlon pour ses sites à l'étranger et Uniqlo, elle nous a doté des garanties bancaires dont nous avions besoin. Elle nous a accompagnés dans notre développement à l'international et maintenant nous avons des projets ensemble pour la France », explique Cybèle Rolland, directrice financière Exotec.

de robots dotés de roues, capables de se mouvoir en 3D, de grimper jusqu'à douze mètres de hauteur sur des racks et de travailler en groupe. Objectif ? Permettre aux acteurs de la distribution et de l'e-commerce de multiplier par quatre la productivité de leurs entrepôts et d'optimiser leur stockage grâce à une densité jusqu'à cinq fois supérieure. *« L'opérateur qui prépare une commande ne doit plus faire des kilomètres dans l'entrepôt, il est nourri par la flotte de robots »,* précise Romain Moulin.

L'industrie 4.0

L'idée est innovante. Jusqu'alors, les robots qui officiaient ne se déplaçaient qu'au sol... Été 2016, Exotec signe son premier contrat avec Cdiscount. *« À la livraison des huit robots, l'entreprise nous en recommande 40 ! »* La start-up est lancée. Suivront Leclerc, Carrefour, Monoprix, Decathlon, Gap aux États-Unis ou encore Uniqlo au Japon. De six salariés, la start-up passe à 30 puis 100 puis 150. Exotec compte actuellement 348 collaborateurs et prévoit d'embaucher 300 personnes d'ici la fin 2022. Son chiffre d'affaires suit la même courbe fulgurante : 700 000 euros en 2017, 7 millions en 2018, 21 millions en 2019, 45 millions en 2020, 106 millions en 2021 et 2022 affiche déjà un prévisionnel à 209 millions d'euros.

Vitesse de déploiement

La recette du succès ? Le timing mais pas que. *« Nous sommes arrivés au bon moment, c'est certain. Les entreprises de distribution peinent à recruter de la main d'œuvre pour assurer ces tâches pénibles. Au Japon, par exemple, avec leur pyramide des âges, ils sont vraiment en pénurie »,* poursuit le chef d'entreprise. Ce qui fait la différence aussi : la vitesse de déploiement et l'adaptabilité de ses systèmes. *« Concrètement aujourd'hui, nos concurrents fabriquent des cathédrales d'acier, de grandes armoires automatiques. Avec nos robots et nos racks, notre système est plus rapide à mettre en œuvre. Or, dans l'e-commerce, les entreprises éprouvent de la difficulté à se projeter. Pour une société qui voit son activité augmenter demain de 30 %, il suffit d'augmenter la flotte de robots. »*

Recherche & développement

« Chez nous, le pôle R&D compte 70 % d'ingénieurs logiciels. Chez nos concurrents, on est plutôt sur 70 % d'ingénieurs en mécanique »,

indique Romain Moulin. La licorne vient d'ailleurs de dévoiler un nouveau robot baptisé Skypicker. Équipé d'un bras articulé, lui-même doté d'une caméra haute résolution, il peut attraper des produits dans les bacs de stockage puis les déposer dans les bacs de préparation de commandes. Onze autres projets sont à l'étude. Exotec ne se présente plus désormais comme un simple constructeur de robots mais comme un concepteur d'entrepôts. *« Nous proposons des systèmes robotisés capables de gérer l'ensemble des flux, de l'arrivée des marchandises jusqu'au départ des livraisons »,* souligne le cofondateur. ●

CHIFFRE
CLÉ

335

millions de dollars

L'entreprise a annoncé en janvier une levée de fonds de 335 millions de dollars. Elle conçoit et fabrique ses robots au sein de son siège à Croix et s'est implantée à Tokyo, Atlanta et Munich. Elle vend ses Skypod dans quinze pays.

ALIMENTATION

Nourrir sans détruire : le défi du siècle ?

9,7 milliards d'habitants à nourrir en 2050, 11 milliards à la fin du siècle : si la croissance de la population mondiale s'est ralentie au cours des dernières décennies, nourrir l'espèce humaine sera d'autant plus délicat demain que la question alimentaire se heurte à d'autres logiques et d'autres tensions, sur fond de crise climatique : étendue des terres cultivables, accès à l'eau, émissions de gaz à effet de serre... Si des pistes se dessinent, l'équation alimentaire ne s'annonce pas simple. Éléments de cadrage et exemples de belles entreprises régionales investies dans ce défi.*





Les serres de l'association Les Anges Gardin. Soutenue par la Caisse d'Epargne Hauts de France, elle œuvre pour l'insertion, l'éducation permanente, le développement de nouvelles pratiques sociales et d'activités liées à l'alimentation.

O n s'en voudrait presque de commencer par une lapalissade mais elle a son importance : se nourrir reste un besoin primaire, y compris en Occident où l'accès facile aux aliments fait parfois oublier que la société de l'abondance ne concerne pas toute la planète. Et si la manière dont l'humanité se nourrit a évolué en permanence, une chose est sûre : l'alimentation ne se limite pas à la question quantitative. Après tout, l'homme modifie sa nourriture depuis qu'il fait cuire les aliments...

À la croisée des enjeux

Le simple fait de se nourrir englobe de multiples enjeux. Quantitatif d'abord : si les disettes et les famines existent toujours dans les pays émergents, la tendance des consommateurs à se ruer sur les pâtes ou la farine au tout début de la pandémie sera venue rappeler que la peur du manque reste profondément ancrée dans la mémoire collective. Enjeu sécuritaire ensuite : derrière chaque scandale alimentaire - lasagnes au cheval, légionelloses et lait contaminé - se cache la peur ancestrale d'ingérer des produits dangereux. Enfin, l'enjeu éthique et écologique n'est pas neutre, sur fond de remise en cause de l'alimentation carnée, de débats sur la souffrance animale et de nécessité d'adopter des pratiques plus responsables en matière environnementale.

Produire mieux, répartir plus justement

Prises globalement, les ressources paraissent pourtant suffisantes pour répondre à la croissance démographique : la Food & agriculture organization (FAO) estime que la planète est en théorie capable de nourrir douze milliards de personnes. Mais l'humanité est confrontée à un double problème de répartition et de qualité. Le premier est le plus visible : dans les pays riches, l'apport calorique quotidien moyen avoisine... 4 000 calories, bien au-delà des quantités nécessaires, quand 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Le second enjeu, qui touche à la qualité des



* D'après les projections de l'ONU.

**NOURRIR
L'HUMANITÉ :
QUELQUES
REPÈRES**

Pour nourrir correctement
9,7 milliards d'habitants en 2050,
il faudrait augmenter la production
alimentaire actuelle de

50 à 60 %

En 2020, **720 à 811 millions**
de personnes dans le monde
ont été confrontées à la
faim d'après la Food &
agriculture organization
(FAO).

84 %

des exploitations agricoles
de la planète s'étendent sur moins
de deux hectares, mais elles
occupent seulement 12 % de
la surface agricole mondiale.

Depuis 2010, les surfaces
agricoles ont perdu **128 millions**
d'hectares, principalement des
terres qui étaient dédiées au
pâturage.

Un agriculteur français
alimentait cinq personnes en
1950. Il en nourrit aujourd'hui
près de

100

...

apports nutritionnels, est d'autant plus inquiétant
qu'il dépasse la question de la sous-nutrition pour
poser le problème de la malnutrition.

La première, sensible dans les pays les moins
favorisés, correspond à l'image qu'on se fait
instinctivement de la faim : insuffisance pondérale,
émaciation, retards de croissance... La seconde
englobe des problématiques plus larges qui
touchent cette fois toute la planète, pays riches
compris : malbouffe, carences alimentaires,
surpoids, obésité, diabète, maladies cardio-
vasculaires...

Alerte générale

Face à ce double enjeu, les États, les producteurs
et l'industrie agroalimentaire ne restent évidem-
ment pas les bras croisés. Les multi-nationales
travaillent à compenser les
défauts ou les carences
des ressources tradition-
nelles en investissant dans
la R&D. Mais le secteur
agroindustriel, fait face à
des contraintes de plus en
plus pressantes sur le plan

**“On ne fait pas
avaler n'importe
quel produit à
n'importe qui.”**

environnemental et social, alors que chacun prend
conscience que la planète ne peut tout simplement
pas supporter que chacun se nourrisse comme un
occidental. D'où le développement d'approches
nouvelles : circuits courts, modes de production
moins artificialisés comme le bio.... Enfin,
l'innovation se fait grâce aux milliers de start-up
qui explorent les possibilités de la biomasse :
insectes, krill, microalgues... Sans compter les
bons vieux OGM. Parfois victimes d'une image
controversée, ils ont pourtant de sérieux atouts,
expliquaient récemment des chercheurs du CNRS
dans un ouvrage collectif, *L'alimentation à
découvert**. Capables de réduire l'usage des
pesticides, d'améliorer les rendements ou de
développer des variétés moins allergisantes, ces
organismes modifiés peuvent aussi prospérer en
dépit du manque d'eau ou de la salinisation des
sols – un enjeu essentiel pour compenser la hausse
des températures et enrayer toute chute des
rendements, au moins au Moyen-Orient ou dans
les pays d'Afrique subsaharienne.

Reste un dernier enjeu lié à la question alimentaire, le plus puissant peut-être : la question culturelle. Considérer tout aliment comme un bien banal qui peut être industrialisé sans problème serait une erreur. On ne fait pas avaler n'importe quel produit à n'importe qui, y compris en jouant sur l'argument environnemental. Anthropologues et sociologues l'ont démontré depuis longtemps : l'alimentation ne fonctionne pas sur les mêmes bases que d'autres biens de consommation. Se nourrir est une nécessité mais aussi une pratique sociale et culturelle.

* CNRS Éditions, 2017



RIZ, BLÉ, MAÏS : L'INDISPENSABLE TRIADE

Alors que 6 000 espèces de plantes sont cultivées à des fins alimentaires, moins d'une trentaine fournissent 90 % des calories consommées. À eux seuls, le blé, le riz et le maïs en représentent plus de 40 %.

3 QUESTIONS À...

**GILDAS LE BIHAN, DIRECTEUR DU PÔLE AGRICULTURE
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE**



Quel type d'accompagnement proposez-vous ?

Nous n'avons pas de typologie de client à proprement parler, nous accompagnons les agriculteurs dès lors qu'ils ont un projet en lien avec l'agriculture durable. Qu'ils soient en bio ou pas, l'essentiel est pour nous qu'ils aient une démarche verte et raisonnable. Nous voulons être utile.

Bio, conventionnel, certification Haute valeur environnementale, nous soutenons de nombreuses façons de pratiquer l'agriculture...

Oui, car dans l'approche, nous regardons avant tout les logiques des projets : celle du système de commercialisation, des approvisionnements, des déchets, etc. Et nous nous inscrivons dans l'accompagnement du projet si le système est cohérent et qu'il nous permet de le défendre.

Mais nous tendons malgré tout à une vraie prise de conscience ?

De plus en plus d'agriculteurs se sentent en effet concernés. Ils utilisent par exemple moins de phytosanitaires et s'orientent vers la vente directe, le bio et le circuit court. Aujourd'hui tous nos jeunes clients qui s'installent ou reprennent une exploitation sont dans une logique d'amélioration de leurs pratiques.

Certes, certains resteront sur un système industriel, tout en s'adaptant aux nouvelles normes, mais à terme, tout le monde aura des pratiques raisonnées. Et ce qui relève de l'anecdote deviendra, demain, une norme pour l'ensemble de la profession. Nous ne pensons pas qu'il faille opposer les agricultures, surtout en France où l'on possède l'agriculture la plus durable du monde, avec un modèle qui fonctionne. Il faut nourrir la planète !

La viande a changé

Depuis la création du premier steak de synthèse, les alternatives aux produits carnés classiques se multiplient au même rythme que les start-ups, avec la promesse de proposer une alimentation plus vertueuse. Vraiment ? Éléments de réponse avec deux chercheuses de la région.

De la fausse viande, pourquoi ?

Tirée par les marchés chinois et brésilien, la production mondiale de viande a encore progressé de 2,2 % pour atteindre 346 millions de tonnes en 2021, et la FAO estime que la consommation devrait encore progresser de 76 % d'ici 2050. Avec des conséquences sur l'environnement : « *l'impact est indéniable à l'échelle de la planète, explique Cyrine Ben-Hafaïedh, professeure en entrepreneuriat, innovation et stratégie à l'IESEG. « Près de 15 % des émissions de carbone dans le monde sont liées à la production de viande. Les entreprises qui se lancent dans la viande de synthèse y voient un argument massue, encore prolongé par les questions d'éthique comme la maltraitance animale. »*

250 000

dollars, c'est le prix du premier steak créé "in vitro".

Où en est-on ?

Depuis la présentation du steak haché le plus célèbre et le plus cher de l'histoire humaine en 2013 - 250 000 dollars tout de même à l'époque - chercheurs et start-ups se sont donc penchés sur les alternatives aux produits carnés, dans deux directions : les viandes "in vitro", cultivées à partir de cellules animales, et les viandes végétalisées, qui cherchent à imiter la saveur d'un morceau de bœuf, de poulet ou de porc en partant de protéines végétales : légumineuses, fruits oléagineux, céréales...

Ces dernières, popularisées par des pionniers comme Beyond Meat*, sont aujourd'hui les plus courantes, relève Lucie Wiart, professeure à Neoma Business School et spécialiste de la construction sociale des produits simili-carnés. « *Ces produits qui n'étaient encore fabriqués et distribués que par des acteurs spécialisés comme Quorn sont aujourd'hui produits par Herta ou Fleury-Michon et se trouvent facilement chez Carrefour, Auchan ou Monoprix à des prix plus accessibles. Le fait que beaucoup de restaurants les proposent, dont des fast-foods comme Burger King, contribue également à les banaliser. Au-delà des consommateurs végétariens ou végétaliens, c'est aussi une manière de séduire les flexitariens. »* Quitte à assumer le paradoxe, en cherchant à imiter l'aspect et la saveur de la viande animale : « *Beyond Meat utilise du jus de betterave pour imiter le sang et travaille même sur le son, en cherchant à reproduire le grésillement d'un steak », constate Lucie Wiart. Quant aux viandes in vitro, il ne manque plus grand-chose pour passer du "Frankenburger" des débuts à des produits de grande distribution, observe Cyrine Ben-Hafaïedh. Deux des start-ups les plus en vue du secteur, la néerlandaise Mosa Meat et l'israélienne Aleph Farms, sont très proches d'une production à l'échelle industrielle : la seconde prévoit d'achever son usine pilote d'ici la fin de l'année, avant de viser les restaurants.*

* Littéralement « au-delà de la viande ».

Un marché important

Au-delà des intérêts de la planète, la concurrence fait aussi rage parce que le marché de la "fausse" viande est prometteur. D'après le cabinet de consulting AT Kearney, à l'horizon 2040, les produits carnés de synthèse devrait occuper... 35 % de parts de marché, contre 40 % pour la viande traditionnelle, le reste allant aux ersatz végétaux. Plus de 70 entreprises dans le monde se disputent le créneau des viandes in vitro, avec le soutien de personnalités emblématiques, de Richard Branson à Bill Gates jusqu'à Leonardo DiCaprio. Attention toutefois, avertit Cyrine Ben Hafaïedh, « L'industrie ne vise pas le monde de la haute gastronomie mais le mass market. Les steaks de synthèse sont destinés à devenir des produits d'entrée de gamme et la viande animale devrait de plus en plus se positionner comme le produit de luxe qu'elle est déjà en train de devenir. »

Une promesse trop belle ?

Reste une question : la viande de synthèse est-elle si vertueuse ? L'idée mérite d'être sérieusement tempérée, alerte Cyrine Ben-Hafaïedh en relevant que les autorités américaines viennent de refuser l'usage de l'expression "clean meat" (viande propre) à ces produits. Et la promesse souvent entendue d'une réduction de 96 % de la production de gaz à effet de serre en cas de bascule vers la viande in vitro ne semble pas tenable. « Les start-ups ont tout intérêt à accentuer le côté responsable de leurs produits mais la plupart des chiffres annoncés sont de pures projections théoriques qui négligent toute une série de facteurs et ne reposent sur aucune réalité objective. Affirmer que les viandes de culture réduiraient de manière drastique l'impact environnemental des produits carnés est pour le moins aventureux. »



CHASSE AU GASPI : LE NUMÉRIQUE À LA RESCOURS

Avant de produire davantage, si on gâchait moins ? C'est en tout cas une des pistes que recommande la FAO, en rappelant régulièrement que 30 % de la nourriture produite sur la planète est jetée chaque année. Un problème d'autant plus complexe que le gaspillage intervient à tous les échelons de la production, explique Christine Gonzalez, professeure à l'université du Mans et spécialiste des comportements durables chez les consommateurs : « Une partie des fruits et des légumes produits sont jetés dans les champs parce qu'ils ne respectent pas les calibrages. Dans l'industrie agroalimentaire, de nouvelles pertes interviennent lors de la préparation des plats cuisinés. Dans le commerce, la course à la fraîcheur ou à l'esthétique conduit à rejeter une partie des produits. Enfin, à la maison comme dans la restauration collective, d'autres facteurs aggravent encore le gaspillage : surplus d'achats, oublis dans le réfrigérateur, portions trop grosses... » Généralisation du smartphone oblige, de nombreuses applis sont apparues ces dernières années pour lutter contre le phénomène, chacune avec sa logique. Phenix valorise les invendus alimentaires, Too Good To Go et Karma sauvent des plats cuisinés de la poubelle en permettant à la communauté de ses utilisateurs de les racheter, à petit prix, Frigo Magic aide ses utilisateurs à mieux organiser leur réfrigérateur... « Toutes ces applications jouent sur deux leviers, les économies potentielles et l'appel à la conscience environnementale d'autre part, explique Christine Gonzalez. Ce sont deux types de bénéfices différents, l'un personnel et l'autre collectif. »

Des insectes et des hommes

Asie, Afrique, Amérique du Sud... D'après la Banque mondiale, un à deux milliards d'êtres humains mangent déjà des insectes... et ils ont bien raison : riches en protéines et en calcium, criquets et autres chenilles se distinguent aussi par des taux de lipides remarquablement bas. Et en Europe ? Si les fermes spécialisées ont le vent en poupe, leur production reste essentiellement destinée à l'élevage animal aujourd'hui. Mais les choses pourraient changer...

Un élevage qui nécessite peu d'intrants, dégage peu de gaz à effet de serre... De là à voir dans les larves ou les sauterelles une alternative prometteuse à une alimentation carnée, il n'y a qu'un pas que l'UE semble prête à franchir : lancée en mai 2020, sa stratégie "De la ferme à la table" fait expressément des insectes « une source de protéines de substitution qui peut soutenir la transition de l'UE vers un système alimentaire plus durable ». Et en mai 2021, les Vingt-Sept ont donné leur feu vert pour l'utilisation alimentaire des larves du Ténébrion meunier (nos bons vieux vers de farine). Concrètement, des biscuits ou des pâtes à base de vers de farine jaunes séchés ne devraient donc pas tarder à trouver leur place dans les assiettes des Européens au prix d'une petite révolution mentale qu'on peut relativiser, dans un pays où on mange des escargots sans sourciller...

Animaux entomophages

Reste un constat : compte tenu des réserves d'ordre culturel et anthropologique, le marché occidental risque de privilégier un moment les produits destinés à l'alimentation animale, d'autant que le continent européen et les Hauts-de-France en particulier comptent des acteurs de premier rang sur un marché de plus en plus concurrentiel (voir ci-contre). Là encore, les atouts des insectes sont nombreux lorsqu'il s'agit de trouver comment nourrir des animaux d'élevage gourmands en ressources. Robustes, capables de se nourrir de déchets en tous genres, les insectes fournissent de la biomasse en quantité pour un coût environnemental faible à des animaux qui ont déjà l'habitude d'en consommer. Mieux : même leurs déjections sont utiles. Riches en azote, elles forment une matière utilisable comme engrais naturel...

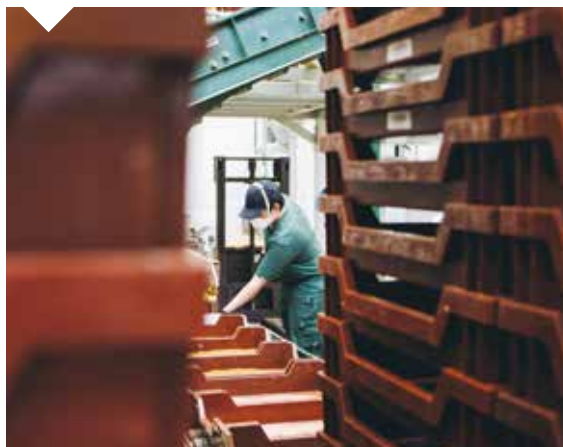
Le monde des insectes compte 6 à 10 millions d'espèces, dont un million seulement sont décrites.

Seules 2 100 sont considérées comme comestibles.



YNSECT ET INNOVAFEED : DEUX PÉPITES ACCOMPAGNÉES PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE

En 2020, l'ensemble de la French Food Tech a levé 606 millions d'euros dont... 360 millions d'euros pour les seuls Ynsect et InnovaFeed, deux entreprises dont les principaux sites de production sont installés dans la Somme. La première est spécialisée dans l'élevage et la transformation de vers de farine destinés à l'alimentation animale d'une part, aux agriculteurs d'autre part grâce au frass, un engrais naturel. Le site, bientôt inauguré près d'Amiens, s'annonce hors norme, explique sa directrice de la communication Anaïs Maury. « Avec 36 mètres de haut pour 45 000 m², ce sera la plus grande ferme verticale du monde. Elle pourra à terme fabriquer 230 000 tonnes d'ingrédients par an et les trois premières années de production sont déjà vendues. Les analyses de cycle de vie que nous avons réalisées mettent en évidence la création d'une chaîne de valeur vertueuse et résiliente : nous séquestrons grâce à notre engrais et évitons plus de CO₂ que nous en émettons. En complément nous avons également lancé le programme Terha 2040 afin de nous aligner sur les objectifs des accords de Paris. Au total se seront plus d'1,5 million d'arbres qui seront plantés chez nos agriculteurs partenaires. » Avec au passage un impact positif sur l'emploi : Ynsect, qui compte aujourd'hui 260 personnes, emploiera 500 salariés à la fin de cette année.



À une soixantaine de kilomètres de là, InnovaFeed a, de son côté, parié sur un autre animal, la mouche soldat noir, avec un pari similaire. « L'idée, c'est de redonner à l'insecte la place qu'il a dans le cycle naturel mais à l'échelle industrielle pour réduire le plus possible notre empreinte carbone », explique Caroline Sasia, directrice de la communication d'InnovaFeed. « C'est ce que nous appelons la symbiose industrielle. Le nouveau site de Nesle, dans la Somme, est installé juste à côté de Tereos, qui nous fournit de quoi nourrir nos larves. Nous récupérons aussi l'énergie fatale de notre voisin, la centrale de cogénération biomasse de Kogeban. Nous produisons 80 % de CO₂ de moins que les autres producteurs d'insectes, avec un modèle qui repose entièrement sur l'économie circulaire : même les déjections de nos mouches sont transformées en engrais organiques. » Objectif : produire 150 000 tonnes de protéines d'insectes conditionnées sous forme d'huile et de farine et destinées aux éleveurs, aux agriculteurs et aux producteurs de nourriture pour nos animaux familiers.

Le bio à la croisée des chemins



Toujours plus appréciés des consommateurs, les produits bio ont petit à petit débordé des magasins spécialisés pour s'implanter solidement dans les rayons des enseignes généralistes, recherchés par des consommateurs soucieux de leur santé et de la planète. Mais de quoi parle-t-on et où en est-on ?

C'EST QUOI, L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ?

L'agriculture biologique exclut les produits chimiques de synthèse, développés en laboratoire et produits en usine : pesticides, engrais non naturels... Ce qui ne signifie pas l'absence de tout intrant, mais un agriculteur ne peut être certifié bio qu'à condition d'utiliser des substances naturelles ou dérivées de substances naturelles - la fameuse bouillie bordelaise*, par exemple, reste utilisée le temps de trouver d'autres solutions plus adaptées. 363 produits sont ainsi autorisés en bio, contre... 2 668 en conventionnel.

QUELLE PART POUR LE BIO DANS LES ASSIETTES ?

Encore confidentiel au début du siècle, le bio trouve sa place dans l'alimentation des Français pour atteindre 6,5 % du total consommé en 2020, pour un chiffre d'affaires de 13 milliards d'euros, le deuxième sur le marché européen du secteur derrière l'Allemagne. Du côté des champs, la croissance est notable, avec une multiplication par sept en vingt ans des terres cultivées en bio. Seul hic, l'objectif affiché par la France d'arriver à 15 % de surface agricole utile en bio en 2022 ne sera pas atteint : fin 2020, il n'était que de 9,5 %, un point au-dessus de la moyenne européenne. Ce qui n'empêche pas Bruxelles de pousser les feux, justement : l'été dernier, l'UE a décidé de consacrer au moins 25 % de ses terres agricoles à l'agriculture biologique d'ici à 2030. Autant dire demain...

LE BIO POURRAIT-IL NOURRIR LA PLANÈTE ?

La question se pose. Moins agressif pour l'environnement, le bio est aussi moins "performant", avec un rendement moyen inférieur de 20 % environ à celui de l'agriculture conventionnelle. En 2017, une étude publiée par des chercheurs européens dans *Nature* estimait pourtant qu'une agriculture 100 % bio pourrait nourrir neuf milliards d'êtres humains, sans hausse des superficies agricoles et sans émissions supplémentaires de gaz à effet de serre, à deux conditions : réduire le gaspillage alimentaire d'une part, limiter la consommation de produits d'origine animale d'autre part. Reste qu'on en est loin : fin 2019, 1,6 % seulement des terres agricoles de la planète étaient cultivées en bio...

LE BIO EST-IL VICTIME DE SON SUCCÈS ?

Effet temporaire du Covid ? Tendances lourdes ? Entre baisses des prix et difficultés à écouler la production, le marché du bio semble s'être contracté entre 2020 et 2021, avec un recul de 3,1% des ventes en grande surface, tous produits bio confondus. Inquiétant, après des années de croissance à deux chiffres ? Pas forcément : ces données reposent sur les produits bio écoulés par les grandes enseignes, qui ne représentent que 55 % des ventes en France. La demande des cantines reste très dynamique, tirée par la loi Alimentation : alors que le bio représente 4,5 % de ses dépenses fin 2020, le chiffre devrait atteindre 20 % dès... décembre 2022.

* Un mélange d'eau, de sulfate de cuivre et de chaux utilisé pour lutter contre les champignons parasites.



Marie-Hélène Parmentier et son fils dirigent le GAEC, soutenu par la Caisse d'Épargne Hauts de France.

À LA FERME DES HORTILLONNAGES, DU LOCAL, DU BIO ET DU BON

Salades, radis, betteraves, pommes de terre, potirons, navets, tomates, choux, carottes, aubergines, céleris, piments, topinambours... Maraîchère à Amiens, Marie-Hélène Parmentier exploite plusieurs parcelles familiales au cœur des célèbres hortillonnages de la capitale de la Somme. « Mon mari a travaillé seul jusqu'en 2003, date à laquelle je l'ai rejoint dans l'idée de tout changer en abandonnant les produits chimiques, en arrêtant la grande distribution et en passant à la vente directe à la ferme et sur les marchés ». Depuis la retraite de son mari, l'exploitante a créé un Groupement

Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) avec son fils et continue dans la voie locale et bio, une évolution appréciée des clients qui lui rendent visite sur les marchés de Corbie, de Longueau et place Görlitz à Amiens. « Beaucoup m'ont félicitée ! Nous avons encore quelques questions mais la plupart de ceux qui nous rendent visite apprécient d'autant plus que la certification bio est une suite logique : avec l'agriculture raisonnée, nous n'utilisons déjà plus de produits chimiques depuis 2003. Et ça se voit dans les produits comme les tomates, leur goût et leur texture sont bien meilleurs ! » ●



ÉCOTABLE, PLUS QU'UN LABEL

Cofondée par Fanny Giansetto, avec deux associés, en janvier 2019, Écotable était pensée pour compenser un angle mort, explique sa présidente : la difficulté de connaître l'empreinte environnementale d'un repas au restaurant. « Nous voulions proposer au grand public de choisir où ils s'attablent en toute connaissance de cause. Nous avons créé Écotable parce qu'il n'existait aucun label. » Très vite pourtant, la société a souhaité aller plus loin. « Les restaurateurs eux-mêmes nous ont sollicités. Aujourd'hui, nous les formons pour les aider à transformer leurs pratiques en intervenant dans des restaurants, mais aussi en amont, dans les écoles hôtelières. Notre travail consiste à dresser un état des lieux et à les accompagner pour faire mieux en faisant évoluer leur carte pour la rendre plus responsable : gaspillages, consommation d'énergie, choix des fournisseurs, gestion des ingrédients, des déchets... » Écotable se donne pour mission d'épauler tous les acteurs des CHR* dans leur transition écologique, qu'ils dirigent un ou plusieurs établissements, une cantine, un food truck, un bistrot ou encore une table étoilée. Cent soixante restaurants ont déjà reçu un, deux ou trois des macarons attribués par l'association.

* Cafés, hôtels, restaurants

INSERTION, SPORT-SANTÉ ET CULTURE : TROIS AXES POUR UNE FONDATION

La Caisse d'Epargne Hauts de France et sa Fondation d'entreprise soutiennent les actions en faveur de la culture, de la santé & du sport et de l'insertion. Un programme de partenariats et mécénats culturels sur l'ensemble de la région permet de soutenir les actions culturelles du territoire. Partenaire de proximité des clubs et des grands rendez-vous sportifs, la fondation œuvre pour la santé & le sport. Et l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, en risque d'exclusion ou en situation de dépendance est une priorité.

CULTURE

Le Théâtre impérial de Compiègne, l'unique et sublime scène lyrique au nord de Paris



La scène lyrique du Théâtre impérial

Depuis ses débuts, la Caisse d'Epargne Hauts de France soutient la programmation et la création artistique de l'exceptionnel Théâtre Impérial de Compiègne. Joyau architectural du Second Empire, le théâtre accueille des spectacles d'exception à découvrir ou redécouvrir. Quand on entre dans le Théâtre Impérial de Compiègne, on ne peut être qu'impressionné par sa beauté. Érigé en 1867 par Napoléon III et sorti de son sommeil seulement en 1991, le Théâtre impérial est un opéra exceptionnel tant par son histoire, son volume et ses capacités acoustiques uniques au monde. D'ailleurs, le célèbre chef d'orchestre Carlo Maria Giulini considérait la salle « *comme une des plus parfaites du monde, plus accomplie que celle du Musikverein de Vienne, pourtant la référence en la matière.* » À décor d'exception, programmation

d'exception. Le Théâtre impérial de Compiègne propose une ouverture artistique aux différentes formes musicales et lyriques pour tous les publics. Dans cet esprit et depuis 2018, il organise le festival "En Voix !", le seul festival d'art lyrique et de chant choral à l'échelle d'une région en France, avec des événements musicaux locaux proposés dans les cinq départements des Hauts-de-France.

Spectacle vivant

Et ce n'est pas tout, le Théâtre impérial est un centre de production lyrique. Inscrit dans les réseaux de production et de diffusion nationale, il est membre fondateur de la co[opéra]tive, membre du Centre Français de Promotion Lyrique (CFPL) et membre associé de la Réunion des Opéras de France (ROF). Grâce au mécénat, le Théâtre soutient et accompagne des jeunes artistes et compagnies en résidence, comme Les frivolités parisiennes ou la compagnie La tempête qui présentera sa production fin juin. La Caisse d'Epargne Hauts de France a le plaisir de faire partie des mécènes de ce spectacle vivant, prouvant une fois de plus que la culture accessible à tous est une force pour le territoire. ●

www.theatre-imperial.com



Le musée vu de l'extérieur



CULTURE

MusVerre, l'art verrier dans un écrin architectural à Sars-Poteries

Depuis 2011, la Caisse d'Épargne Hauts de France soutient le MusVerre, le musée-atelier départemental dédié à l'art verrier. L'occasion de découvrir, dans un nouvel écrin architectural ouvert à Sars-Poteries en 2016, des collections prestigieuses, mélanges de savoir-faire ancestral et de modernité créative. 1 000 m² d'exposition autour du verre. Voici ce que propose le MusVerre, musée départemental du Nord. Avec des collections prestigieuses témoignant de l'histoire industrielle verrière de Sars-Poteries et en particulier des XIX^e et XX^e siècles, il nous offre un beau voyage dans cet art régional. Le musée consacre aussi une partie de son exposition à la création contemporaine internationale avec des artistes de renom.

Quant au bâtiment qui abrite le MusVerre, il est à lui seul un bijou. Véritable défi architectural conçu par Raphaël Voinchet du cabinet W-Architectures,

il est entièrement construit dans un écrin de pierres bleues du Hainaut aux formes pures et précises. Avec son intérieur ouvert et lumineux, il offre au fil de la visite des points de vue exceptionnels sur le bocage aversnois.

La culture accessible à tous

En tant que banque coopérative impliquée dans le développement économique de la région, ce n'est pas sans fierté que la Caisse d'Épargne Hauts de France a soutenu le conseil départemental du Nord dans la mise en œuvre de ce nouveau bâtiment. Depuis 2012, 40 000 euros ont aussi été alloués pour plusieurs actions de médiation dans le cadre d'un mécénat sociétal et culturel. Ainsi, financé à hauteur de 5 000 euros, le projet "Jardin dit verre" a permis à des publics empêchés (personnes handicapées, malades ou en situation difficile) de pratiquer la création artistique avec du verre. Cet engagement montre le souci de la Caisse de rendre la culture - force de notre territoire - accessible à tous et de lutter à sa manière contre l'exclusion et la précarité. ●

www.musverre.lenord.fr

1 000 m²
d'exposition autour du verre

SPORT ET SANTÉ

Deux fondations au service du sport et de la santé

La Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France et la Fondation d'entreprise Decathlon s'unissent pour la première fois autour d'un appel à projet commun sur la thématique Sport et Santé.



À gauche Mathilde Roy, présidente de la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France ; à droite Jean-Pierre Haemmerlein, président de la Fondation d'entreprise de Decathlon

116

projets déposés

Ces deux fondations d'entreprise partagent des valeurs fortes comme la proximité, la valorisation du territoire et aussi l'engagement. Alors, au service du développement régional, elles choisissent d'unir leurs forces pour la première fois avec un autre acteur territorial.

De septembre à décembre, les porteurs de projet ont pu déposer leur dossier sur une plateforme dédiée. Et depuis ce début d'année, un comité d'experts régionaux spécialistes du sujet sport et/ou santé issus des deux fondations s'est réuni afin d'étudier et proposer les projets à accompagner sur l'année 2022. Prochaine étape, l'examen et la prise de décision en conseil d'administration.

«À la Caisse d'Epargne Hauts de France et chez Decathlon, on fait plus que l'on ne dit, nous sommes des entreprises d'actions», raconte Nicolas Delnatte, délégué général de la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France. Elles sont aussi toutes deux partenaires officiels des Jeux Olympiques de Paris 2024, un point commun supplémentaire en adéquation avec la thématique du Sport et de la Santé. ●

Des vélo-pousse pour Sport & Vie



Créée par les salariés et les usagers du Foyer APF "Les Salines" de Saint-Pol-sur-Mer, l'association Sport & Vie aide à la mise en place d'activités physiques, hautement bénéfiques aux personnes handicapées. Le don de 15 300 euros octroyé par la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Épargne Hauts de France, dans le cadre d'un appel à projets, a permis l'achat de deux "vélo-pousse".

Ces vélos à assistance électrique permettent d'emmener des personnes lourdement handicapées sur de grandes distances. Ces balades, fréquemment effectuées en compagnie des cyclistes mal-voyants en vélos tandems de l'association ASTHPV

(Association sportive tandem handicapés physiques visuels), favorisent la socialisation par les rencontres et le grand air participe à l'amélioration du bien-être physique et psychique. ●

15 300 €

de soutien par la Caisse
d'Épargne des Hauts de
France

SPORT ET SANTÉ

Six sportifs soutenus dans leur quête de performances

Partenaire Premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et acteur historique du sport, la Caisse d'Épargne Hauts de France soutient activement des sportifs de la région, grâce à son Pacte de performance. Rencontres avec six d'entre eux.



Charlotte Tremble



Laura Tremble

Charlotte et Laura Tremble avaient six ans quand elles assistent à un gala de natation synchronisée et c'est le déclic : « On a eu un coup de cœur au même moment, sourit Charlotte. Nous sommes tombées amoureuses de ce sport. » Entraînées à Senlis, elles rencontrent Virginie Dedieu lors de stages d'été. La triple championne du monde est alors une « idole devenue au fil du temps une amie », souligne Charlotte. Elles intègrent l'Insep* et s'illustrent en se hissant en finale des championnats du monde en 2019 et arrivent huitième aux Jeux de Tokyo en 2021. « Ce sont deux moments très forts en émotions parce qu'il a fallu se surpasser et tout donner. » Le soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France « nous permet de concilier le sport avec nos études de façon sereine et d'avoir un premier lien avec le monde de l'entreprise. »

Violaine Aernoudts est l'une des meilleures athlètes françaises d'aviron. Elle décroche sa première médaille, en bronze, aux championnats de France minimes, à douze ans. Depuis, les podiums sont devenus une habitude ; en 2016, elle intègre l'équipe nationale junior et participe à ses premiers mondiaux. À 18 ans, elle rejoint l'Insep. Neuvième à Tokyo l'été dernier, elle comprend l'émotion incroyable des exploits olympiques : « Vivre cet événement hors-norme, cela donne encore plus envie de se battre pour une médaille », assure la jeune rameuse. Le long du chemin qui la mènera jusqu'en 2024, Violaine pourra compter sur le soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France : « C'est vraiment intéressant, à la fois pour financer mes études, mais aussi pour gérer mes besoins quotidiens et être plus sereine dans la pratique de mon sport. »



Violaine Aernoudts

*Institut national du sport, de l'expertise et de la performance



Jimmy Gressier

Jimmy Gressier connaît bien le monde de l'entreprise : il a réalisé son alternance à la Caisse d'Epargne Hauts de France, avant de se concentrer sur ses performances en athlétisme, un sport qu'il a choisi dans un second temps. Le jeune mordu de football officie à Boulogne-sur-Mer quand il comprend qu'il a un vrai talent d'athlète. « Mes éducateurs au football et mes professeurs de sport étaient unanimes : ils me disaient que j'avais beaucoup de qualités en course à pied. » La suite, c'est le récit d'une ascension fulgurante : membre de l'équipe de France de cross-country depuis 2015, six fois champion d'Europe en équipe, il est titré en individuel dès 2017. En juin dernier, en Espagne, Jimmy signe sur 5 000 m son record personnel, la troisième meilleure performance de l'histoire pour un Français. Depuis, il a intégré l'Insep et vise les Jeux Olympiques de 2024. Un projet qu'accompagne la Caisse d'Epargne Hauts de France : « Cette stabilité financière est une aubaine pour se focaliser sur mes compétitions, mes entraînements et ma préparation physique. »

Antoine Pérel grandit avec les stars du ballon rond et l'envie de suivre leur destinée. Mais à dix ans, on lui décèle une maladie génétique qui lui fait perdre la vue. Un temps, il continue le football, pour les copains, pour les repères aussi. En parallèle, il découvre l'athlétisme handisport et s'y épanouit au point de « *devoir faire un choix* ». Ce sera l'athlétisme. En 2005, il devient champion et recordman du monde chez les catégories jeune en saut en longueur, puis se qualifie aux Jeux Paralympiques de Pékin. Aligné également au relais 4 x 100 m, il remporte la médaille de bronze aux mondiaux de Lyon en 2013. En 2017, il rencontre **Olivier Lyoen**, spécialiste du triathlon, et décide de pratiquer avec lui : « *C'était un défi, le goût de l'aventure, on ne voulait que prendre du plaisir.* » Ils multiplient les places d'honneur et deviennent incontournables dans la discipline. Dans leur quête de haut niveau, Antoine et Olivier s'appuient sur le Pacte de performance : « *C'est rare que des entreprises mettent en avant des sportifs handisports et nous sommes très fiers de ce soutien de la Caisse d'Epargne.* » Mais l'accompagnement n'est pas uniquement financier. « *C'est un vrai soutien humain : les collaborateurs nous encouragent, c'est particulièrement vertueux.* » ●



Olivier Lyoen

Antoine Pérel

PACTE DE PERFORMANCE

La Caisse d'Epargne Hauts de France accompagne la progression et les performances de ceux qui font le sport français et qui seront le premier vecteur de succès des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle s'engage via le Pacte de performance à être utile et à l'écoute des athlètes de notre région pour répondre à leurs besoins de financement de carrière sportive mais aussi de leurs projets professionnels ou de reconversion.

INSERTION

Une station de phytoépuration pour la Ferme de Moyembrie



Lieu d'accueil d'anciens prisonniers en réinsertion, la Ferme de Moyembrie a pu financer la construction d'une station de phytoépuration permettant d'assurer le traitement des eaux domestiques des lieux d'habitation et de la fromagerie (30 chèvres) grâce au soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France. L'association, qui souhaitait mettre en place un nouveau projet de développement durable, a bénéficié d'un chèque de 2 800 euros pour mettre en place son projet.

Structure associative située à Coucy-le-Château-Auffrique, dans l'Aisne, elle accueille et accompagne une vingtaine de personnes qui souhaitent se reconstruire après ou à la fin d'une peine carcérale. Dans cette structure, les résidents trouvent un logement, un travail et un accompagnement spécifique. Le but ? Bâtir un nouveau projet de vie et développer de nouvelles compétences professionnelles.

Cultivant exclusivement des produits issus de l'agriculture biologique et développant des activités de maraîchage et d'élevage, la Ferme de Moyembrie vend en circuit court sa production par le biais de paniers. ●

2 800 €

de soutien par la Caisse d'Épargne
des Hauts de France

Une salle Snoezelen pour les Bobos à la ferme

Les Bobos à la ferme est une association soutenant des aidants familiaux non professionnels et, en particulier, les parents d'enfants en situation de handicap. Grâce au don de la Caisse d'Épargne Hauts de France, l'association a pu aménager une salle Snoezelen afin d'offrir aux résidents une activité adaptée à leur niveau d'assimilation cognitive.
<https://lesbobosalaferme.fr/●>



Aménagement d'espaces collectifs pour La Canopée

À Bondues, dans la métropole lilloise, il existe une nouvelle forme d'habitat inclusif appelée La Canopée. Six adultes déficients intellectuels bénéficient de ce lieu de vie collaboratif.

Ouverte depuis maintenant deux ans, cette association favorise l'inclusion sociale en accompagnant des personnes ayant des besoins de développement spécifiques, notamment sur le plan cognitif. Pour cela, elle a créé un jardin maraîcher bio en permaculture : en plus de répondre aux défis environnementaux actuels, ce jardin permet aux habitants de s'investir quotidiennement dans une activité où chacun puise du sens.

Une salle d'activités est aussi à la disposition des résidents : informatique, poterie ou jeux, cette salle est adaptée aux besoins et envies de chacun. La Fondation d'entreprise de la Caisse d'Épargne Hauts de France via la Société Locale d'Épargne Flandre Métropoles a participé à l'équipement des espaces collectifs grâce à une donation de dix mille euros. ●

10 000 €

de soutien par la Caisse d'Épargne des Hauts de France



Un atelier "Budget" Finances & Pédagogie à Denain



Le 6 janvier dernier, Yolande Tourneux, correspondante de l'association Finances & Pédagogie animait un atelier thématique sur la gestion du budget pour les élèves de seconde et première des filières commerce et vente du lycée de Denain. Les conseillers Finances & Pédagogie, une association créée en 1957 par les Caisses d'Épargne, animent en Hauts-de-France des ateliers collectifs consacrés à l'argent et à sa gestion à destination de publics variés, comme les écoles,

les structures d'insertion ou encore les travailleurs sociaux. L'objectif est de favoriser la maîtrise des questions d'argent dans la vie personnelle et professionnelle, et de participer ainsi à la pleine citoyenneté économique de chacun. Au total, lors de l'atelier à Denain, une quarantaine de jeunes a pu échanger autour de diverses questions : comment puis-je boucler mon budget en fin de mois ? Dois-je emprunter ou limiter les dépenses ? Puis-je offrir un cadeau à ma famille en fin d'année ?

Les programmes d'actions et les supports pédagogiques de Finances & Pédagogie sont développés grâce aux soutiens financiers des Caisses d'Épargne dans le cadre de leur engagement sociétal.

<https://www.finances-pedagogie.fr/> ●

Sommaire

Page 50. CULTURE ÉCO
Nos experts vous répondent
Un soutien financier
et humain pour les aidants



Page 52. CULTURE SOCIÉTAIRES
Le modèle coopératif,
une refonte menée
avec les sociétaires



Page 54. CULTURE SOCIÉTAIRES
Portrait croisé

Astrid Mauduit,
entrepreneuse, sociétaire
et présidente de la SLE Somme-Haut-Littoral

Jérémy Jourdain,
directeur de l'agence Caisse d'Épargne
d'Abbeville Foch, échangeant autour
de leur engagement local.

Page 56.
CULTURE BANQUE
Un collaborateur, un métier
Rencontre avec

Benjamin Yot,
chargé de clientèle agricole

Page 58. CULTURE BANQUE
En coulisse
Le travail à distance pour
les collaborateurs d'agence,
c'est possible !

LA CHRONIQUE ÉCO DE PHILIPPE WAECHTER*

Directeur de la recherche économique, Ostrum Asset Management



Les matières premières et l'inflation : un dilemme qui s'inscrit dans la durée

À la fin 2021, l'inflation était le caillou dans la chaussure de la reprise économique. La politique économique avait réussi à mutualiser le choc sanitaire en prenant à sa charge la majeure partie du risque associé à la pandémie. Cela a bien fonctionné ; à la fin 2021, le niveau d'activité est revenu à celui d'avant crise. Tout aurait été pour le mieux, notamment avec une reprise forte de l'emploi, si l'inflation n'était pas venue gâcher la fête. En France, elle s'est inscrite à 3,6 % en février. En zone euro, le taux d'inflation est de 5,8 % en février et il est de 7,5 % aux US en janvier.

L'accélération de l'inflation traduit une formidable progression de la demande au printemps 2021. La relance américaine et les meilleures conditions sanitaires ont provoqué une hausse de la demande de biens. Les entreprises ont été prises de court avec des stocks insuffisants. Le déséquilibre s'est résolu en pénuries, engorgement des ports et accélération de l'inflation.

Ces chiffres élevés peuvent être déstabilisants. Les contrats, commerciaux ou de travail, signés en tablant sur un taux d'inflation stable et réduit, ne sont plus perçus comme équitables et peuvent être remis en question. C'est pour cela que les banques centrales sont vigilantes. L'accélération de l'inflation repose largement sur la hausse du prix de l'énergie. Celui-ci explique, sur les données

récentes, plus de la moitié de l'inflation constatée en zone euro et un tiers aux USA. Avant l'apparition des tensions en Ukraine, la hausse des prix de l'énergie, pétrole, gaz, électricité et charbon, reflétait la formidable hausse de la demande pendant la phase de rattrapage économique.

Ces tensions traduisaient aussi la mise en place de la transition énergétique. La neutralité carbone en 2050 est très proche dans le temps et provoque des arbitrages d'investissement puisqu'il faudra alors consommer beaucoup moins d'énergies fossiles. Ces deux phénomènes ont perturbé le marché de l'énergie.

L'agression militaire de l'Ukraine crée encore davantage de tensions et de distorsions puisque la Russie est un grand producteur d'énergie. Le prix du baril de pétrole est passé largement au-dessus de cent dollars, celui du gaz est aussi orienté à la hausse, plus personne ne veut acheter le pétrole russe, créant un déséquilibre sur le reste du marché. Cette inflexion se prolongera avec la durée du conflit.

Mais à côté de l'énergie, les prix agricoles aussi progressent rapidement car l'Ukraine est un grand producteur agricole, de céréales notamment. La production risque cette année d'être plus réduite, poussant encore davantage les prix à la hausse. La hausse du prix des matières premières va dicter le profil de l'inflation. Avant l'agression de l'Ukraine, l'inflation devait toucher un pic durant le premier semestre avant de converger vers 2 % qui est la cible de la BCE. Avec le conflit, le pic sera sûrement plus tardif et plus élevé qu'attendu et la convergence vers 2 % plus tardive qu'espéré. Le pouvoir d'achat en zone euro va souffrir. ●

*Cet article a été rédigé le 15 mars 2022.

NOS EXPERTS VOUS RÉPONDENT

Un soutien financier et humain pour les aidants

En France, on estime qu'entre huit et onze millions de personnes soutiennent au quotidien un proche en situation de handicap ou en perte d'autonomie. Dans la région, ils seraient 310 000 à aider un proche de 60 ans ou plus, à domicile et dans les tâches de la vie quotidienne. Avec des conséquences nombreuses, à commencer par un sentiment d'isolement, d'épuisement et de manque de reconnaissance. Des aides existent, parfois méconnues.



Selon l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, ce sont les membres de la famille « qui assurent la principale source d'aide et de soutien, majoritairement les conjoints (50 %), suivis des enfants puis les autres membres de la famille (frère/sœur, petits-enfants) ». Pour les accompagner, le gouvernement a lancé en octobre 2019 une stratégie nationale de mobilisation et de soutien "Agir pour les aidants 2020 - 2022". Dans le viseur, des actions concrètes en faveur des aidants : la rupture de l'isolement, le soutien aux jeunes aidants, l'accès à de nouveaux droits sociaux, le renforcement de leur suivi médical, la mise en œuvre de

solutions de répit, ainsi que la facilitation de leurs démarches administratives et de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Des actions que complètent les aides financières telles l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou un accès à des offres spécifiques bancaires.

Aidants, employeurs ou encore secteur associatif, la mobilisation est collective : 73 % des aidants sont actifs et de nombreuses questions se posent, de l'aménagement du temps de travail à l'accompagnement par les structures en passant par le volet administratif pour des personnes parfois éloignées des systèmes d'aide. D'autant que les soutiens à apporter concerne un temps long : les

Aide aux collaborateurs

En Caisse d'Épargne Hauts de France, le soutien des salariés aidants a été renforcé. Les droits prévus par la loi dans le cadre des trois congés légaux de "présence parentale", "solidarité familiale" et "proche aidant" ont été complétés. Ainsi, le salaire mensuel brut perçu par le bénéficiaire le mois précédant le départ en congés est maintenu pendant la durée du congé, sous déduction des prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales chaque mois au titre de ce congé. La Caisse d'Épargne Hauts de France a également mis en place un dispositif de "don de jours", par lequel un salarié peut, sous conditions, renoncer à tout ou partie de ses jours de repos non pris au profit d'un collègue aidant proche ou dont un enfant est gravement malade. Ce don de jours de repos permet au salarié qui en bénéficie d'être rémunéré pendant son absence.

aidants, interrogés par BPCE dans un Observatoire des aidants, le sont depuis cinq ans en moyenne et 15 % depuis plus de dix ans. « *L'omniprésence des questions d'argent tranche avec la quasi-absence de "vraies" discussions. Les sujets sensibles, tels que la mobilisation du patrimoine et la vente de la résidence principale, ou la mise en place de mesures de protection juridique, sont peu anticipés, ce qui conduit souvent à des prises de décision dans l'urgence, dans de mauvaises conditions* », précise le rapport. Un sujet important qui peut être évoqué en étant entouré.

Une plateforme d'accompagnement dédiée

« Le gouvernement s'est doté depuis une dizaine d'années de 289 plateformes d'accompagnement et de répit (PFR) à travers l'Hexagone », précise l'Association française des aidants : « Leur mission est quadruple : fournir des services et un accompagnement spécifique pour l'aidant ou l'aidant/aidé, orienter vers une solution d'accueil pour la personne aidée, mettre en place une solution de répit pour l'aidant et prévenir les risques d'épuisement de l'aidant. »

Et pour y avoir accès, plusieurs options s'offrent aux aidants. La mairie, le conseil départemental, le Centre local d'information et de coordination pour personnes âgées (CLIC), le Centre communal d'action sociale (CCAS) ou encore la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) tiennent ce rôle de soutien de proximité.

S'appuyer sur les associations

Côté associatif, l'Association française des aidants a mis en place plusieurs actions. Certaines s'adressent aux aidants, notamment le "Café des aidants" qui leur permet de se rencontrer et d'échanger entre eux dans un cadre convivial et animé par un psychologue et un travailleur social autour d'une thématique qui change à chaque rencontre. « *Nous proposons aussi des modules de formation qui invitent à réfléchir à ce que représente la relation d'aide à son proche, de repérer les difficultés que pose la situation et de développer sa capacité à agir. Enfin des ateliers santé qui sont des temps d'échange et de mise en pratique autour de l'impact de la relation d'aide sur sa santé physique, psychologique et sociale* », précise l'association.

Elle dispense également des formations à destination des professionnels de l'aide, de l'accompagnement et du soin pour renforcer la prise en compte des aidants dans l'accompagnement des personnes malades ou en situation de handicap et à favoriser le développement d'actions d'accompagnement des aidants.

Se renseigner sur les structures spécifiques

D'autres structures accompagnent les aidants, c'est le cas de structures de répit comme celle proposée par Les bobos à la ferme (voir p.46) ou encore des accueils de jour spécialisés. ●

EN SAVOIR +

L'association française des aidants :
<https://www.aidants.fr/>

LE MODÈLE COOPÉRATIF

Une refonte menée avec les sociétaires

Parce que la Caisse d'Épargne Hauts de France s'appuie sur son modèle coopératif local, elle a souhaité en redéfinir les contours. Placé au centre de ses projets stratégiques, autour de trois piliers que sont l'appartenance à ses clients, son caractère 100 % local et celui de pionniers de la transition du territoire, il vient d'être redessiné pour correspondre davantage à ses ambitions : être la banque préférée des familles et des entreprises au nord de Paris.

“

Dans le contexte actuel, disposer d'un modèle coopératif local est une véritable force et prend encore plus de sens», sourit

Sabine Van Dercamere, en charge de l'affirmation de notre modèle coopératif local. Après plusieurs mois de travaux et d'ateliers, tout est prêt, les collaborateurs formés et les premières briques du nouveau modèle posées.

**“Nous sommes
là pour promouvoir
l'épargne populaire,
pour accompagner
le développement
économique de la région.”**

Une raison d'être repensée, assortie de quatre nouveaux engagements, indispensable pour Julie Ramli, directrice adjointe de l'agence d'Amiens Centre : « Le modèle coopératif fait partie de la continuité de ses valeurs dans son développement durable et son engagement sociétal. »

Le nouveau modèle se base sur un constat simple : 59 % des Français* déclarent que le niveau d'engagement dans des actions utiles à la

société joue un rôle important dans le choix de leur banque. « *L'émergence d'un consommateur résolument activiste interroge le monde économique sur ses engagements sociétaux* », complète Sabine Van Dercamere.

Réaffirmer l'engagement de la banque

Au départ du projet, il y a un véritable mouvement de promouvoir plus largement ce que porte l'entreprise. « *Nous sommes capables d'accompagner, sur le plan bancaire comme sur le plan de l'assurance, l'ensemble des clientèles. Mais nous sommes plus que cela* », explique Michaël Kervran, membre du directoire : « *Nous sommes là pour promouvoir l'épargne populaire, pour accompagner le développement économique de la région, bref, incarner une finance utile. Et c'est d'ailleurs notre raison d'être.* »

Une construction avec les clients

Pour imaginer ce nouveau modèle, clients comme collaborateurs ont mis la main à la pâte. Réunis au sein d'ateliers participatifs, ils ont ainsi pu exprimer ce que "modèle coopératif local" signifiait pour eux. « *J'ai été ravi d'avoir été sollicité par la*

Une cartographie pour visualiser les actions

DEVENIR ACTEUR DE VOTRE BANQUE
ET PARTAGEZ **NOS ENGAGEMENTS.**



S'engager aux côtés des familles
et des entreprises pour les aider
à réaliser leurs projets

Se mobiliser pour soutenir
la vitalité économique et
le bien vivre au plus près
de chez vous



Réussir ensemble le défi de
la transition environnementale
et sociétale

Sociétales,
vous faire vivre votre
banque autrement



Crédit : plus de 400 000 sociétaires et plus de 550 administrateurs
L'ambition : faire vivre la banque au plus près de chez vous
en croisant les engagements sociétaux et économiques



www.cartographie-action-caisse-epargne-hauts-de-france.fr

Qu'elles soient green, qu'elles soutiennent une association ou encore qu'un client souscrive à un produit sociétal, les actions de la Caisse d'Epargne Hauts de France sont nombreuses. Y compris sous forme de mécénat (dont des dons), d'événements ou de partenariats en relation avec la transition économique, environnementale et sociétale impactant notre territoire. Elles ont lieu à travers tout le territoire, et, surtout, elles portent et présentent ses valeurs. Pour les visualiser et matérialiser concrètement les quatre engagements, une cartographie interactive a vu le jour. Elle est accessible depuis un téléphone, un ordinateur ou une tablette en vous rendant sur le site : <https://www.cartographie-action-caisse-epargne-hauts-de-france.fr/carte>

Caisse d'Epargne Hauts de France pour donner des remontées du terrain et des clients qui connaissent les agences en local», témoigne Akim Aidaoui, client sociétaire. L'occasion «de partager, de brasser un certain nombre d'idées qui ont permis d'aboutir finalement au nouveau projet de la Caisse d'Epargne Hauts de France», complète Stéphane Ledez, membre du Conseil d'orientation et de surveillance.

À l'issue de ces échanges, un manifeste détaillé a été produit et consigne les engagements de la banque autour de quatre thématiques : s'engager aux côtés des familles et des entreprises pour les aider à réaliser leurs projets ; se mobiliser pour soutenir la vitalité économique et le bien vivre au plus près de chez vous ; réussir ensemble le défi de la transition environnementale et sociétale ; sociétales, vous faire vivre votre banque autrement. Des paroles... et des actes puisqu'ils sont

accompagnés des différentes preuves de leur bonne tenue.

«C'est vraiment l'extériorisation de tout ce que nous sommes, au plus profond de nous-mêmes», conclut Alexandra Augé, directrice de la région du Beauvaisis. ●

* source : étude Elabe 2019 "Quel rôle sociétal pour la banque au 21^e siècle ?"

EN SAVOIR +





PORTRAIT CROISÉ

L'engagement local au service du territoire

Astrid Mauduit, entrepreneuse, sociétaire et présidente de la SLE Somme-Haut-Littoral et Jérémy Jourdain, directeur de l'agence Caisse d'Epargne d'Abbeville Foch se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.

Qui êtes-vous ?

Jérémy Jourdain : Je suis le nouveau directeur de l'agence d'Abbeville Foch. À la Caisse d'Epargne depuis mes débuts, voilà quatre ans que j'occupe le poste de directeur.

Astrid Mauduit : Après une carrière dans l'industrie des cosmétiques, j'ai créé en 2018 la marque Ouate le Touquet-Paris-Plage. Je suis sociétaire de la Caisse d'Epargne depuis 2016 et présidente de la SLE Somme-Haut-Littoral.

Quel est votre engagement au quotidien ?

JJ : C'est d'animer l'agence ainsi que les administrateurs en amenant de la transparence, de la pédagogie et plus d'échanges.

AM : Le sociétaire est la courroie de transmission qui fait avancer la banque dans le bon sens attendu par les clients. Notre engagement est d'encourager cette démarche et de la faire rayonner. Je relaie aussi les messages des sociétaires des territoires et du conseil d'administration.

Pourquoi être devenue sociétaire ?

AM : La rencontre avec le sociétariat m'a plu pour ses valeurs : les clients deviennent acteurs de leur banque pour réaliser des projets tant personnels que professionnels. J'ai vraiment trouvé quelqu'un

à qui parler : il y a une vraie relation concrète et un apport mutuel. J'exprime mes besoins et ceux du monde de l'entrepreneuriat. Des actions et des solutions ont été trouvées, ça vaut la peine et c'est passionnant !

Comment envisagez-vous l'évolution des liens entre sociétaires et agence ?

JJ : Les développer et être plus pratico-pratique ! Il y a une volonté forte de renforcer nos relations avec plus d'animations croisées. Plus on échange, plus on travaillera main dans la main sur des projets économiques, sociétaux, environnementaux. Ici, beaucoup d'engagements forts sont pris depuis plusieurs mois. Nous sommes dans un nouveau format d'agence : avoir le regard extérieur des sociétaires permet de mieux comprendre notre image et de s'améliorer.

Quels sont les projets déjà déployés sur le territoire ?

JJ : En plus des engagements sociétaux avec des associations, plus d'échanges sur différents sujets tels que les rencontres des administrateurs.

AM : Un travail extraordinaire et bienveillant a été fait avec l'agence d'Abbeville Foch et les sociétaires pour améliorer le taux de satisfaction client. Je me suis sentie utile : j'ai appuyé le directeur d'agence de l'époque dans des actions concrètes. Ça a secoué, mais les résultats sont là !

Et demain ?

AM : Les actions liées à la RSE me tiennent à cœur : à nous de ramener les bons projets que la Caisse d'Épargne Hauts de France va pouvoir supporter et pousser plus loin. Notre nouvelle équipe plus pluridisciplinaire vient d'être nommée : tout reste à faire. Restons concrets, nous ne sommes pas dans de grands projets, c'est l'ensemble des petits pas qui nous emmèneront loin. Pour faire bouger les lignes, il faut accepter que ça chahute.

JJ : J'aimerais développer le côté ambassadeur, donner du sens, du concret et de la qualité. Un client satisfait est un client qui ouvre la porte et nous recommandera. ●





UN COLLABORATEUR, UN MÉTIER



L'équipe du pôle agriculture chez un client à Léchelle (62)

Benjamin Yot, chargé de clientèle agricole

Il y a deux ans, en janvier 2020, la Caisse d'Épargne Hauts de France lançait officiellement son pôle Agriculture. L'objectif ? Élargir ses activités à l'agriculture, secteur clé pour l'avenir. Parmi ses instigateurs : Benjamin Yot, chargé de clientèle agricole. Rencontre.

Fils d'agriculteur, Benjamin Yot conduisait un tracteur avant de faire ses premiers pas... S'il ne souhaite, pour l'instant, pas reprendre la ferme familiale, il n'a, pour autant, pas remis au placard sa passion pour l'agriculture. Il la vit même au quotidien. Benjamin est chargé de clientèle agricole à la Caisse d'Épargne Hauts de France depuis le lancement du pôle Agriculture en janvier 2020. Crédit, gestion de trésorerie, assurance, gestion de patrimoine, placement... Concrètement, il accompagne les agriculteurs dans toutes les étapes de la vie de leur exploitation : de leur installation jusqu'à la transmission.

En immersion

Avoir grandi dans le milieu ? Un vrai plus ! Question de langage. « Il faut connaître le quotidien d'un exploitant pour gagner sa confiance. Lorsque je rencontre un potentiel client pour la première fois,

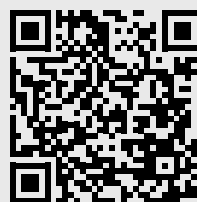


99 %

des rendez-vous ont lieu sur le terrain.

EN SAVOIR +

À la rencontre
du pôle Agriculture



je parle d'abord agriculture. L'agriculteur cherche, avant tout, un partenaire de son exploitation. Il s'agit généralement d'une structure familiale où tout se mélange, patrimoine privé et professionnel.» Benjamin assure d'ailleurs 99 % de ses rendez-vous directement sur le terrain. «Nous commençons généralement par un tour de la ferme. Cela permet de parler du métier, de briser la glace mais aussi de voir à qui j'ai affaire. Une exploitation bien tenue en dit souvent long sur l'activité. En tant que banquier, c'est intéressant de voir ce que l'on finance», explique-t-il.

Un secteur porteur

Ce qui le passionne ? La relation humaine, la variété des profils et le potentiel de son secteur. « Contrairement à l'image misérabiliste que renvoient parfois les médias, l'agriculture est un secteur très dynamique, au cœur d'enjeux multiples (sociétaux, environnementaux, de santé, etc.). J'accompagne

“Lorsque je rencontre un potentiel client pour la première fois, je parle d'abord agriculture.”

aussi bien des maraîchers que des éleveurs ou des céréaliers. Les possibilités de diversification sont multiples : vente en circuits-courts, transformation de produits, projets collectifs, etc. C'est absolument passionnant.» Deux ans après le lancement du pôle, Benjamin s'enorgueillit de la centaine d'agriculteurs accompagnés par son service. «Un très bon début dans la mesure où nous sommes partis de zéro, qu'il a fallu tout créer (les produits, les communications, les opérations marketing), et concurrencer sur le terrain les deux banques historiques positionnées sur ce secteur. Avant, les agriculteurs restaient de génération en génération dans la même banque. Désormais, ils sont entrepreneurs et n'hésitent pas à en questionner plusieurs. En partant de zéro, nous avons pu créer des solutions qui collaient aux besoins du marché. Nous avons vraiment une belle carte à jouer», s'enthousiasme-t-il. ●

Le travail à distance pour les collaborateurs d'agence c'est possible !

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les collaborateurs en agence peuvent bénéficier d'une journée de travail à distance hebdomadaire.

Après un an d'expérimentation, c'est l'aboutissement d'une initiative pionnière dans le paysage bancaire. « C'est une très belle marque de confiance de l'entreprise. Ça signifie que nous sommes aujourd'hui suffisamment autonomes pour être en capacité de l'exercer. » Olivia Catelle ne tarit pas d'éloges sur le travail à distance. L'enthousiasme de la directrice de l'agence de Billy-Montigny est partagé. « Le travail à distance a vraiment changé, en bien, notre vie quotidienne en agence », complète Mélanie Parent, directrice de l'agence de Pont-à-Marcq.

Qualité préservée

Les collaborateurs gardent au centre de leurs préoccupations la satisfaction client et la qualité de la relation, même si elle se fait à distance. La promesse s'étoffe, les clients ne sont plus obligés de

se déplacer physiquement en agence*, sans dégradation du service. « Nos collaborateurs sont aguerris et ont été accompagnés », précise Peggy Brione, membre du directoire, Pôle Talents Culture et Transformation : « Et le même niveau de qualité est garanti, comme en agence ! »

Équipés et connectés, les collaborateurs volontaires sont 65 % à travailler à distance. Un défi relevé par les outils dont ils disposent. « Nous avons en notre possession tous les outils nécessaires : réunion en visio, partage d'écran, accès à nos tableaux de suivi, etc. », raconte Mélanie Parent : « quand ils ont un souci, ils envoient un message instantané ! » Un constat positif qui n'étonne pas Valérie Raynaud, membre du directoire, Pôle Banque de détail : « Le travail à distance au sein du réseau a permis de renforcer le collectif, tout en maintenant notre performance ! » ●

* 40 % des rendez-vous se font à distance.

Renov'Energie, pour soutenir la rénovation

De plus en plus de Français envisagent d'entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans leur logement et pour autant, pour près de la moitié d'entre eux (49 %), le manque de moyens financiers est le frein numéro un quand il s'agit de passer à l'action. Si le financement des chantiers est en partie assumé par l'État (au travers de l'aide MaPrimeRénov') et par les fournisseurs d'énergie (avec le dispositif des primes CEE), nombre de propriétaires ne parviennent pas à assumer le reste à charge de ces travaux et abandonnent leur projet, en raison d'un coût jugé trop élevé. Pour les aider dans leurs travaux de rénovation énergétique, la Caisse d'Épargne Hauts de France se mobilise, à travers une nouvelle offre : Renov'Energie, qui permet de financer des projets tels que : isolation, système de chauffage, panneaux

photovoltaïques*... **Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.** ●

**N'hésitez pas à
consulter un
conseiller pour
une étude
personnalisée.**

* Sous réserve
d'acceptation du
dossier et après
expiration
du délai légal de
rétractation.

**Pour effectuer une
simulation de financement
sans engagement**





VOUS ÊTRE UTILE

Votre vie est plus **verte**, votre banque aussi

La Caisse d'Épargne Hauts de France vous accompagne dans vos projets
avec des offres et des partenariats éco-citoyens : travaux⁽¹⁾, véhicule propre⁽²⁾...

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

(1) Les informations ci-dessus communiquées sont établies exclusivement dans le cadre d'un crédit à la consommation sans hypothèque.

(2) Sous réserve d'acceptation de votre dossier par la Caisse d'Épargne Hauts de France et après expiration du délai légal de rétractation.
Soumis à conditions, voir votre conseiller.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier / Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euralille - 593 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000992 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CP9 9001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - Garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



DEVEZ-VOUS ACTEUR DE VOTRE BANQUE
ET PARTAGEZ **NOS ENGAGEMENTS.**



S'engager aux côtés des familles et des entreprises pour les aider à réaliser leurs projets

**Se mobiliser pour soutenir
la vitalité économique et
le bien vivre au plus près
de chez vous**



Réussir ensemble le défi de la transition environnementale et sociétale

**Sociétaires,
vous faire vivre votre
banque autrement**



Merci à nos **400 000 sociétaires** et nos **350 administrateurs** qui nous font confiance. Ensemble, nous cultivons l'esprit coopératif et renforçons notre ancrage territorial.

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

**Vous être utile
ici, tous les jours.**